



#Dialoguesclimat2023

# Passer des Dialogues aux actes

## Actes des Dialogues pour le climat Édition 3

Boîte à outils de la société civile du Québec pour s'approprier les enjeux climatiques



# Partenaires des Dialogues pour le climat



**Comité  
organisateur**



Toute l'équipe des Dialogues pour le climat tient à offrir ses remerciements à tous ses partenaires qui, par leur soutien, ont rendu possible la réalisation de l'initiative.



# Mots du comité organisateur



“ **Leïla Copti**  
Présidente de COPTICOM  
*Les Dialogues c'est une occasion pour rallier et faire émerger des alliances.* ”



“ **Charles Bonhomme**  
Responsable affaires publiques et communications, à la Fondation David Suzuki.  
*Il est essentiel d'assurer la participation de la société civile à la COP28, un contre-pouvoir important, pour que l'ambition soit au rendez-vous. Les Dialogues pour le climat participent à rendre accessible la diplomatie climatique internationale et donc à responsabiliser nos gouvernements face à leurs actions.* ”



“ **André-Yanne Parent**  
Directrice générale du projet de la Réalité climatique Canada  
*Pour que la COP28 soit réellement ancrée dans la justice climatique et la solidarité, nos élu.e.s doivent être imputables et tenir leurs engagements. La société civile et la population peuvent être ces catalyseurs de changement et les outiller à y parvenir est la mission des Dialogues pour le climat.* ”



“ **Sarah-Katherine Lutz**  
Directrice générale d'ENvironnement JEUnesse  
*Les Dialogues pour le climat sont une superbe occasion d'échanges intersectionnels et intergénérationnels, indispensables à une transition socio-écologique juste !* ”



“ **Alexane Morra**  
Agente campagnes et influence chez Oxfam-Québec  
*Les Dialogues c'est deux semaines de réflexions collectives inspirantes et de partage de solutions concrètes sur les enjeux liés à la crise climatique. Une fenêtre sur les COP qui rappelle aux décideur.euse.s que toutes les voix doivent être à la table des discussions si l'on veut vivre dignement sur une planète en santé.* ”



“ **Patrick Rondeau**  
Conseiller syndical - Environnement et Transition juste Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec  
*Les Dialogues c'est un exercice nécessaire pour atteindre les cibles de réduction de GES que se sont donnés les pays ayant ratifiés l'Accord de Paris.* ”



“ **Annie Chaloux**  
Ph.D. est professeure agrégée à l'École de politique appliquée de l'Université de Sherbrooke et directrice du Climatoscope  
*Les Dialogues pour le Climat c'est un espace de partage d'information accessible à tous et à toutes qui permet d'outiller la société civile à mieux comprendre les différents enjeux liés aux changements climatiques. Il s'agit également d'un lieu d'échange des connaissances où des ponts se créent entre de nombreux experts sous un dialogue intersectoriel et multidisciplinaire dédié à la lutte contre les changements climatiques.* ”



“ **Leïla Cantave**  
Coordinatrice de campagnes chez les francophones à Réseau action climat Canada  
*Lors des Conférences des Parties, les Dialogues pour le climat devient un outil essentiel et puissant qui assure l'accessibilité à l'information tout en renforçant notre intelligence collective sur les enjeux liés aux changements climatiques.* ”

# Équipe de coordination

## Édition 2023

**Marie Jouan**  
Coordinatrice des  
Dialogues pour le climat



**Raphaëlle Muller-Feuga**  
Agente de mobilisation des  
Dialogues pour le climat



**Jennyfer Boudreau**  
Professionnelle de recherche  
École de politique appliquée de  
l'Université de Sherbrooke



**Mikellena Netos**  
Chargée de l'engagement  
communautaire au Projet de la  
réalité climatique Canada



# Les visages des Dialogues

## Les panélistes de l'édition 2023



Mohammed Bâ



André Breton



Courtney Mullins



Hugo Séguin



Patrick Rondeau



Leïla Copti



André-Yanne Parent



Leïla Cantave



Anne-Céline Guyon



Colette Lelièvre



Marouane Joundi



Annie Chaloux



Kanahsohon Kevin Deer



Salomé Sané



Catherine Gauthier



Alexandre Gajevic Sayegh



Sophie Paradis



Fleury Ouendo



Jérôme Leclerc



Sarah-Maude Guindon



Patrick Cloos



Charles Bonhomme



Geneviève Talbot



Naolo Charles



Patricia Clermont



Laura Fortin



Denis Côté



Marianne-Sarah Saulnier



Raphaël Savaria



Noémie Lefrançois



Krystel Papineau



Bernard Ndour



Julie McClatchie



Karine Péloffy



Marie-Luc Arpin



Pierre-Olivier Pineau



William Wilson



Claudia Houde



Marie-Noëlle Foschini



Jean-Pierre Finet



Melissa Mollen-Dupuis



Marie-Céline Rose



Julie-Maude Normandin



Alexandre Beaudoin



Martin Vaillancourt



Jean-Philippe  
Meloche



Sarah Doyon



André Prévost



Paul Lupien



Philippe Cousineau  
Morin



Jeanne Robin



Caroline Brouillette



Gaïa Febvre



Éric Pineault



Rodrique Turgeon



Louis Ramirez



Andréanne Brazeau



Lucie Sauvé



Hugue Asselin



Jean-Philippe Vézina



Martín Portocarrero



Isabelle Béliveau



Hugo Tremblay



Anne-Sophie  
Gousse-Lessard



Sarah-Katherine Lutz



Benjamin Sweeney



Rébecca Pétrin



Laura Fequino



Anne-Marie Asselin



Fanny Noisette



David Viens



Corinne Gendron



Marie-Hélène  
Rondeau



Rodrique Suop



Dale Marshall



Marie-Eve Leclerc



Kathia Narcisse



Katherine Robitaille



Laura Wilmot



Simon Lavigne



Éric St.Pierre



Emmanuel Patola



Quentin Lehmann



Sami Dellah



Stéphan Morency



Jacob Pirro

## Les jeunes panélistes



Diego Crespel



Marie-Anne Viau



Marie Cadieux



Chloé L'Ecuyer-Sauvageau



Jamie Latvaitis



Louis Ramirez



Jonathan Michaud



Lylou Sehili



Raphael Gibo



Felix Cinq-Mars



Shirley Barnea



Mohamed Lamine Sylla



Énéas Junior Xavier De Oliveira



Amielle Coursol



Judith Philippe



Emmanuel Nkengurutse



Fatiimata Sall

# Objectifs & Principes

1. Soutenir un dialogue intersectionnel et intergénérationnel pour rehausser l'ambition des États, des États fédérés comme le Québec, des villes et des régions

2. Favoriser la participation de la société civile québécoise à la CdP-28 et engager les citoyennes et les citoyens vers l'appropriation des enjeux climatiques à leur échelle

3. Mettre en valeur les savoirs et les expertises de la société civile en matière de lutte contre les changements climatiques

- La diversité de la programmation pour favoriser l'inclusion et une perspective de justice climatique.

- L'accessibilité à l'événement pour les personnes ayant des difficultés à joindre un événement virtuel. Des activités principalement en français, mais avec une possibilité d'inclure les communautés anglophones.

- La gratuité pour participer activement aux rencontres.

4. S'inscrire dans une perspective de démocratie participative encourageant la cocréation

5. Mettre en évidence l'interrelation entre les négociations climatiques internationales et les niveaux d'action: de l'international au local

6. Faire entendre la voix de la société civile



# LES CHIFFRES CLEFS DE L'ÉDITION 2023





#DialoguesClimat2023

# Programmation des Dialogues pour le climat

## La première semaine

### Jeudi 23 nov

Communauté de pratique en communication climatique

Midi-discussion : Comment en demander plus à nos élu·e·s?  
p.13

### Jeudi 30 nov

Ouverture

Retour sur les COP : les points à garder en tête  
p.14

Le passage de la COP-27 à la COP-28 et où en sont le Canada et le Québec ?  
p.15

### Vendredi 1 dec

Santé, aide, récupération et paix

Le défi d'une santé pour plus de 7 milliards d'humains: Lumière sur les enjeux du secteur de la santé face aux changements climatiques  
p.16

Justice climatique : santé publique et programmes d'aide internationale  
p.17

### Lundi 4 dec

Finance, égalités de genre et responsabilités

Un financement climatique transformateur en matière de genre  
p.18

Les politiques publiques : leurs rôles pour rediriger des flux financiers et mobiliser des investissements privés  
p.19-20

### Mardi 5 dec

Énergies, industries et transition juste

Un secteur industriel sobre en carbone, c'est possible ?  
p.21

De la théorie à la pratique : Comment implanter le Programme de travail sur la transition juste dans le secteur énergétique ?  
p.22

### Mercredi 6 dec

Action multilatérale, urbanisation et environnement bâti/transport

Les villes: des actrices de première ligne pour accélérer l'action climatique dans la gouvernance et la société  
p.23

L'avenir du transport au Québec : des solutions durables en phase avec les besoins des communautés  
p.24

# Programmation des Dialogues pour le climat

## La deuxième semaine

#DialoguesClimat2023

### Jeudi 7 dec

Énergies fossiles

L'éléphant dans la pièce: comment aborder la question des énergies fossiles dans les COP?

p.25

Quand la mobilisation réussit ET rassemble -  
Le cas québécois

p.26

### Vendredi 8 dec

Jeunesse, enfants,  
éducation et compétences

L'éducation relative à l'environnement : réflexions pour de profondes transformations

p.27

Comment vivre avec la crise climatique : ressentir, sensibiliser, former et se mobiliser

p.28

### Lundi 11 dec

Nature, occupation du territoire et océans

La protection du climat et des océans: Pourquoi faut-il cesser de traiter en silos des enjeux interdépendants ?

p.29

Préservation du Saint-Laurent à l'ère des changements climatiques : Économie écologique, gestion des ressources, savoirs autochtones et solutions fondées sur la nature

p.30-31

### Mardi 12 dec

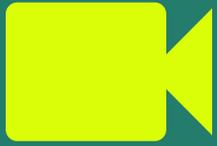
Systèmes alimentaires et eau

L'eau au sein des négociations internationales : un droit, un besoin essentiel ou une marchandise ?

p.32

Cultiver le futur : un système alimentaire juste et durable pour le Canada

p.33



**Mohammed Bâ**  
Responsable du verdissement  
et de la lutte aux îlots de  
chaleur, Ville de Laval



**André Breton**  
Président-directeur général de Mobilité électrique  
Canada et ancien ministre québécois de  
l'Environnement, du Développement durable, de la  
Faune et des Parcs



**Courtney Mullins**  
Directrice adjointe de la  
Communication, Equiterre



**Hugo Séguin**  
Directeur général chez COPTICOM,  
Stratégies et relations publiques et  
fellow du CÉRIUM

Jeudi 23 novembre

# Midi-discussion : Comment en demander plus à nos élu-e-s?

La Communauté de pratique en communication climatique a chargé Léger de sonder l'opinion des Québécois·e·s sur la crise climatique et le leadership politique associé. Les résultats, variés et parfois contradictoires, indiquent que les **Québécois·e·s sont conscient·e·s de la crise et attendent davantage d'actions gouvernementales**. Ils attendent que certaines mesures soient imposées mais tout en privilégiant la concertation. Les résultats de ce sondage ont permis d'ouvrir la discussion sur les façons dont nous pourrions en demander plus à nos élu-e-s.

Pour stimuler des actions concrètes de la part des élu-e-s, les entreprises et la population doivent **montrer leur soutien et leur volonté d'actions plus ambitieuses** incitant ainsi les gouvernements à agir et à développer des politiques climatiques audacieuses.

Comme citoyen·ne, il est essentiel de **participer aux événements démocratiques** tels que les consultations publiques ou les séances de conseil municipal. Les **citoyen·ne·s jouent un rôle essentiel pour en demander plus** aux élu-e-s car lorsque la majorité de la population exprime un souhait, les élu-e-s sont enclins à suivre et à apporter leur soutien.

En tant que professionnel·le des communications ou de l'environnement, il est primordial de **fournir des informations précises et accessibles**, permettant ainsi de soutenir les citoyen·ne·s pour qu'ils puissent s'exprimer et influencer les gouvernements. Une communication efficace implique également de répondre aux besoins actuels et préoccupations de la population, en se concentrant sur des demandes concrètes et en expliquant comment chaque mesure contribue aux objectifs climatiques. Pour ceux qui ne reconnaissent pas les changements climatiques, une **communication adaptée via des prismes tels que l'économie ou la santé est nécessaire**, avec un accent sur l'**écoute attentive** pour éviter l'aliénation. Enfin, la collaboration respectueuse et non partisane avec les élu-e-s, établie bien avant les élections, est essentielle pour pouvoir les sensibiliser et les influencer.

La complexité des changements climatiques, l'absence d'impacts directs perçus par la population et d'autres préoccupations liées à des enjeux socio-économiques, tels que l'inflation, peuvent affaiblir la pression exercée par les citoyen·ne·s sur le gouvernement, entravant ainsi le développement de politiques environnementales. Pour maintenir une action climatique efficace, les élu-e-s peuvent agir en prenant en compte les **préoccupations citoyennes** et en soutenant des **initiatives environnementales locales ou régionales** qui produisent des impacts concrets pour la population et répondent à ses préoccupations.

## Chiffres clefs

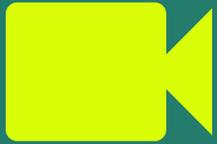
- 71 % des personnes (soit trois personnes sur quatre) trouvent que les gouvernements doivent accélérer le rythme de leurs actions face aux changements climatiques.

## Pour aller plus loin

- [\*\*Baromètre de l'action climatique : Dispositions des Québécoises et des Québécois envers les défis climatiques 2022. Rapport réalisé par le groupe de recherche sur la communication marketing climatique, Université de la Laval\*\*](#)
- [\*\*CRISE CLIMATIQUE ET LEADERSHIP ENVIRONNEMENTAL\*\*](#)
- [\*\*Deep Engagement Canvassing\*\*](#)

## Les perles

« Les résultats de sondage comme celui-ci sont vraiment des outils efficaces non seulement pour le démontrer au gouvernement mais aussi pour montrer qu'on est ensemble. » Courtney Mullins



**Kan'ahsohon Kevin Deer**  
de la communauté Mohawk de  
Kahnawā:ke



**Annie Chaloux**  
Professeure agrégée  
École de politique appliquée de  
l'Université de Sherbrooke



**Colette Lelièvre**  
Responsable de campagnes à  
Amnistie internationale Canada



**Marouane Joundi**  
Délégué de Génération Climat  
Montréal à la COP 27 et chargé de  
projets à l'Union des municipalités  
du Québec



**Salomé Sané**  
Responsable de la  
campagne Climat à  
Greenpeace Canada

Jeudi 30 novembre

# Retour sur les COP : les points à garder en tête

Lors de la COP27, la création du **Fonds des Pertes et Dommages** constituait une avancée majeure car il vise à fournir un financement aux nations les plus vulnérables face aux bouleversements climatiques. Cette initiative incarne la quête de **justice climatique**, soulignant le rôle majeur des pays développés dans les changements climatiques et l'injustice selon laquelle les nations les plus vulnérables en subissent désormais les conséquences les plus sévères. La COP27 a également marqué la création d'un **programme de travail sur la transition juste**, une initiative qui nécessite une progression lors de la COP28. Parmi les autres réalisations notables, on compte la **reconnaissance du rôle des jeunes** en tant qu'agents du changement, ainsi que la reconnaissance du droit à un environnement sain et durable.

Cependant, la COP27 a présenté certaines limites, notamment l'**absence de nouvelles mesures concrètes** pour limiter la température à 1,5 °C, l'**omission de l'élimination complète des énergies fossiles** comme objectif dans le texte final et le **non-respect de l'engagement de Copenhague d'atteindre 100 milliards** de dollars.

La COP28 se profile donc comme une étape cruciale. D'une part, elle intervient après la publication du dernier rapport du GIEC en mars 2023, avertissant des conséquences graves et irréversibles si le seuil critique de 1,5 °C est dépassé. D'autre part, en tant que **COP du premier bilan mondial**, elle offre l'opportunité d'évaluer la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Les attentes pour cette COP sont nombreuses. Un **accord sur la sortie complète, progressive et équitable des énergies fossiles**, accompagné de **mécanismes de suivi et d'actions claires**, est impératif. La transition juste, quant à elle, doit reposer sur le **respect des droits humains**, avec des programmes concrets et mesurables. Il sera crucial d'inclure dans les textes et accords le **rôle clé des peuples autochtones, de la société civile et des populations** dans les efforts d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques. De plus, une **amélioration des contributions des États aux financements** et l'opérationnalisation du Fonds des Pertes et Dommages, avec une assurance de la qualité du financement sans recours à des prêts, seront des aspects essentiels à aborder.

Kanahsohon Kevin Deer rappelle la nécessité d'**aller au-delà de la simple transition des énergies fossiles**. Il insiste sur l'importance d'un **changement fondamental dans notre système et mode de vie**. Il affirme que les sociétés actuelles, entravées par le capitalisme et sa dépendance aux énergies fossiles, peinent à ajuster leur mode de vie et à les axer sur une **consommation réduite et un rythme plus lent**. Enfin, il souligne l'importance d'**écouter les peuples autochtones, leur sagesse et leurs savoirs**. Selon lui, il existe un manque de compréhension généralisé quant à notre rôle en tant qu'êtres humains sur cette planète, et il encourage à **intégrer les perspectives autochtones** pour remédier à cette lacune.

## Chiffres clefs

- Le Rapport 2023 de l'International Energy Agency (IEA) prévoit une baisse de la demande du pétrole et du gaz de plus de 75% d'ici 2050

## Pour aller plus loin

- [Funestes fossiles : Pourquoi l'abandon rapide, total et équitable des combustibles fossiles est essentiel à la protection des droits humains](#)
- [Rapport sur l'écart de production](#)
- [Rapport sur l'écart des émissions](#)
- [Rapport sur l'écart d'adaptation](#)
- [Rapport de synthèse du Bilan mondial](#)

## Les perles

« La force de la société civile, c'est un espace ouvert à la créativité, qui n'est pas pris dans des carcans institutionnels et où il y a une multitude d'intelligences différentes qui dialoguent entre elles. [...] d'où émergent des étincelles d'espoir»

Marouane Joundi

« Nous avons laissé sortir ce génie de la bouteille mais il est impossible de le remettre dedans et nous allons en payer les conséquences.» Ka'nahsohon Kevin Deer



**Sophie Paradis**  
Conseillère principale - Planification  
et gestion du développement  
durable à la Ville de Pointe-Claire



**Alexandre Gajevic Sayegh**  
Professeur agrégé au Département  
de science politique de l'Université  
Laval



**Catherine Gauthier**  
Directrice, Talents, processus et  
gouvernance | COPTICOM -  
Stratégies et Relations publiques

Jeudi 30 novembre

# Le passage de la COP27 à la COP28 et où en sont le Canada et le Québec ?

La COP28, ou **28e Conférence des Parties**, constitue une réunion annuelle cruciale dans le cadre des négociations internationales sur le climat, rassemblant États et acteur-trice-s depuis 1990. Cette COP se déroule dans un contexte de **gouvernance climatique à tous les niveaux**, de l'international jusqu'à l'individu, et aborde plusieurs enjeux majeurs.

La **sortie des énergies fossiles représente un défi crucial**, notamment pour le Canada, l'un des principaux producteurs mondiaux de pétrole. Cet enjeu s'entrelace avec la question des **énergies renouvelables**, interrogeant leur rôle en tant que substitution ou addition aux énergies fossiles, ainsi que l'utilisation du solaire au Québec. La **justice climatique** revient au premier plan, impliquant une assistance financière ou matérielle aux pays les plus vulnérables face aux changements climatiques. Cette perspective intègre une dimension de **justice sociale**, soulignant que ceux-celles qui subissent le plus les conséquences des changements climatiques sont souvent les moins responsables de la crise climatique. Le Canada, en tant que pays riche et pollueur, porte donc une responsabilité significative. La justice climatique nécessite également des **lois robustes au niveau local** pour faire face aux dommages et aux flux de réfugié-e-s climatiques à l'intérieur du pays et des provinces.

La COP28 doit relever le défi de permettre aux pays vulnérables de prendre la parole, malgré le contexte restrictif des Émirats arabes unis, pays hôte, et d'assurer une représentation adéquate de la société civile.

La nécessité de **changer les habitudes et les mentalités** est une question centrale à aborder lors de cet événement. Pour surmonter les résistances sociales et lutter contre la désinformation, il est impératif de traiter la question des travailleur-euse-s du secteur pétrolier et de proposer des alternatives d'emploi. Des **solutions accessibles et adaptées** aux territoires et aux communautés sont essentielles.

Le bilan mondial de la COP28 offrira l'occasion de **confronter le Canada** à ses engagements, responsabilités et au manque d'action apparent. Parmi les pays du G7, le Canada est le seul à ne pas réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Des **mesures punitives** telles que l'écofiscalité et les écotaxes, ainsi que l'**encouragement des bonnes pratiques individuelles** et la transition juste des entreprises, sont des solutions appropriées. En outre, il est impératif de **lutter contre l'éco-blanchiment**, qui dépeint de manière trompeuse l'action et responsabilité environnementale de certaines entreprises, notamment celles du secteur pétrolier.

La COP28 peut avoir un impact significatif en favorisant l'**adoption d'engagements concrets, la planification d'actions à tous les niveaux et en informant les citoyen-ne-s** sur des enjeux les concernant directement et indirectement. L'engagement citoyen est essentiel et doit **transcender les convaincus pour atteindre les individus non convaincus**.

## Chiffres clés

- Plus de 70 000 personnes seront présentes à la COP28.
- En 2023, on a atteint la somme de 100 milliards de dollars annuels pour aider les pays les plus démunis face aux changements climatiques.
- Les coûts pour les infrastructures en raison des changements climatiques peuvent représenter 1500 de taxes supplémentaires par citoyen-ne par ville au Canada.

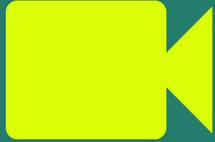
## Pour aller plus loin

- **COP28 : Un moment de vérité pour le monde et le Canada**
- **Stratégie nationale d'adaptation du Canada : bâtir des collectivités résilientes et une économie forte**

## Les perles

« La mission environnementale n'est plus exclusive aux grands groupes environnementaux. » Sophie Paradis

« Un enjeu majeur de la COP28 est que les pays du monde s'engagent à ne plus approuver aucun projet de pétrole et de gaz. » Alexandre Gajevic Sayegh



**Fleury Ouendo**  
Médecin, Spécialiste en santé  
climatique et Intervenant du  
service de gestion des  
urgences à la croix rouge  
canadienne



**Patrick Cloos**  
Professeur en sciences sociales et  
en santé publique à l'Université de  
Montréal.



**Jérôme Leclerc**  
Infirmier clinicien au CIUSSS-de-l'Est-  
de-l'Île-de-Montréal



**Sarah-Maude Guindon**  
Gestionnaire d'intervention rapide à  
La Croix Rouge

Vendredi 1er décembre

# Le défi d'une santé pour plus de 7 milliards d'humains : Lumière sur les enjeux du secteur de la santé face aux changements climatiques

L'OMS a déclaré que les changements climatiques représentaient la plus grande menace pour la santé dans le XXIe siècle. Dans ce contexte, et de façon paradoxale, les **institutions de santé publique participent aux émissions** de gaz à effet de serre (GES) tout en devant jouer un rôle vital pour **répondre aux impacts climatiques**.

Selon Sarah-Maude Guindon, les changements climatiques entraînent une **augmentation de la fréquence et de l'intensité** des événements climatiques engendrant un **impact psychosocial et une déstabilisation des modes de vie** des communautés, notamment celles en situation de vulnérabilité. Pour Patrick Cloos, il est nécessaire de « re-situer le climat vis-à-vis d'autres éléments et phénomènes de la société », car les changements climatiques « **exacerbent des situations déjà présentes** dans la société », ce qui vient appuyer, pour Fleury Ouendo, la pression subie par le système de santé.

Ainsi, face aux changements climatiques, il a fallu trouver des solutions pour **décarboner les pratiques cliniques** et rendre nos systèmes de santé plus durables et résilients, comme avec les **plans nationaux d'adaptation sanitaire** (PNAS) - « un ensemble de stratégies permettant aux communautés humaines et aux écosystèmes de s'ajuster aux changements climatiques et à leurs conséquences » (F. Ouendo). Ces plans font tout de même face à des limites techniques, technologiques et financières et le système de santé doit lui aussi s'ajuster et procéder à une **évaluation de ses vulnérabilités** face aux changements climatiques pour prévoir et prévenir de futurs enjeux.

Il est donc essentiel d'entrer dans « une perspective de prévention des maladies et de promotion de la santé », en mettant la **communauté au centre de l'identification des vulnérabilités** et en **redistribuant les ressources** pour « sortir de la logique biomédicale et clinique de la santé » (P. Cloos). Dans ce contexte, il faut s'assurer que les solutions identifiées par les communautés soient traduites par des **politiques publiques** telles que la recherche d'action, qui met en place « un espace de dialogue de co-construction des politiques publiques entre les acteurs communautaires, les gouvernements et les chercheurs » (F. Ouendo).

Néanmoins, les changements climatiques, engageant les services d'urgence humanitaire sur le terrain, ont une portée inégale et sont au cœur d'un débat dans lequel ce sont « les riches et les privilégiés qui décident » (Patrick.C). Il devient alors nécessaire de **contrebalancer les rapports de pouvoir** pour que le mouvement citoyen se fasse entendre.

**La meilleure mesure d'adaptation est l'élimination de l'exploitation des énergies fossiles**, atteignable par l'adoption d'un « traité international de non-prolifération de combustibles fossiles ».

## Chiffres clefs

- 67% des outils des blocs opératoires sont en plastique
- Environ 3.4% des émissions de gaz à effet de serre sont produits par le réseau de la santé au Québec

## Pour aller plus loin

- [Cascades Canada](#)
- [Adaptation santé](#)
- [Évaluation des risques et de la vulnérabilité des bâtiments actuels du réseau de la santé et des services sociaux face aux changements climatiques](#)
- [L'adaptation aux changements climatiques dans le réseau de la santé au Québec : les progrès, les facteurs facilitants, les barrières et les besoins](#)

## Les perles

« Le réseau de santé doit lui-même s'adapter et doit lui-même faire un examen des vulnérabilités vis-à-vis des changements climatiques » Sarah-Maude Guindon



**Charles Bonhomme**  
Responsable affaires  
publiques et  
communications à la  
Fondation David  
Suzuki



**Patricia Clermont**  
Coordonnatrice et  
responsable des  
communications à l'AQME



**Naolo Charles**  
Directeur de programme à la  
Fondation McConnell



**Geneviève Talbot**  
Chargée de programme Pôle  
Afrique et Environnement à  
SUCO



**Laura Fortin**  
Chargée des programmes  
chez OXFAM QC

Vendredi 1er décembre

# Justice climatique : santé globale et coopération internationale

La santé est au cœur des préoccupations liées aux changements climatiques. La **santé humaine, étant intrinsèquement liée à la santé environnementale**, est donc fortement impactée par la situation climatique.

Les changements climatiques affectent la santé des populations tant au Québec qu'à l'échelle internationale, mettant à rude épreuve les systèmes de santé. Au Québec, les enjeux de santé sont liés aux **flots de chaleur urbains et aux problèmes respiratoires**, tandis que dans beaucoup de pays en développement, **l'insécurité alimentaire** est au centre des préoccupations. Bien que les enjeux de santé publique diffèrent entre le Québec et les pays en développement, ce sont toujours les populations les plus vulnérables et celles qui ont le moins contribué aux changements climatiques qui sont les plus impactées.

Historiquement, les pays développés ont contribué de manière néfaste à la santé globale par le biais de leurs **activités extractivistes, coloniales, et polluantes** telles que la monoculture, le défrichage et l'exploitation minière. Ces pratiques ont entraîné une augmentation des maladies infectieuses, des famines et la dégradation des terres cultivables.

Les systèmes de santé, surtout dans les pays en développement, ne sont pas préparés pour faire face aux effets des changements climatiques. Ainsi, il est impératif de favoriser un **renforcement de la coopération internationale pour garantir une justice climatique**, une responsabilité particulièrement attribuée aux pays développés.

Pour garantir une justice internationale et promouvoir la santé globale, il est essentiel que l'approche de la coopération internationale intègre une **perspective environnementale et sanitaire**. Une véritable **décolonisation**, tant des terres que des esprits, est nécessaire pour instaurer une coopération et une solidarité accrues entre les pays du Nord et du Sud. Le **droit à la terre** devrait être priorisé pour les populations qui la travaillent et la préservent, en particulier les femmes et les communautés autochtones. La justice climatique doit être **inclusive à tous les niveaux**, que ce soit dans les négociations, les discussions ou les prises de décision. À la COP28, il est crucial que la santé soit intégrée de manière incontournable dans les discussions climatiques, et que la **participation réelle et effective des personnes vulnérables** face aux changements climatiques, notamment les femmes, soit garantie dans le processus décisionnel lié aux ressources naturelles.

## Les perles

« Si l'on considérait les systèmes de santé comme un pays, il serait le cinquième pays le plus pollueur au monde. » Patricia Clermont

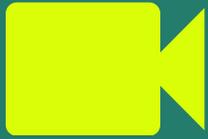
« Si on veut comprendre les inégalités de santé dans le monde et les vulnérabilités aux changements climatiques, il faut suivre la "track" de la colonisation » Naolo Charles

## Chiffres clefs

- Pour les décès maternels, la statistique est de 1/16 au Tchad alors que de 1/10 000 en Suède.
- 87% des décès prématurés sont dans les pays en développement.

## Pour aller plus loin

- [Le Québec et la coopération climatique internationale : nouvelle stratégie paradiplomatie d'un gouvernement non central](#)
- [PRESCRIPTION POUR UNE PLUS GRANDE RESPONSABILITÉ CLIMATIQUE](#)
- [Global Injustice: Only 0.3% Of Climate Finance Reaches Small-Scale Farmers](#)
- [A Biocultural Analysis of the Impacts of Interactions between West Africans and Europeans during the Trans-Atlantic Trade at Elmina, Ghana - ProQuest](#)
- [Évaluation de la vulnérabilité régionale aux changements climatiques et plans d'adaptation régionaux au climat en santé publique](#)



**Marianne-Sarah Saulnier**  
Titre de la  
conférencière



**Denis Côté**  
Analyste des politiques à l'Association  
québécoise des organismes de  
coopération internationale (AQOCI)



**Noémie Lefrançois**  
Volontaire du CECI, Chargée de  
projets en transition écologique.



**Raphaël Savaria**  
Chargé-e de projets au Lab22

Lundi 4 décembre

# Un financement climatique transformateur en matière de genre

Les enjeux climatiques revêtent une **dimension sociale** cruciale, justifiant la nécessité de **promouvoir les luttes sociales au sein des revendications de la société civile** et de **mener des recherches approfondies sur la question du genre**.

Premièrement, le financement climatique, englobant les mécanismes de soutien aux pays en développement dans leurs efforts d'atténuation et d'adaptation au changement climatique, constitue un élément clé de la **justice climatique**. Malheureusement, le financement actuel se heurte à plusieurs **obstacles** entravant son efficacité pour les nations en développement et dans la lutte contre les changements climatiques. Les **promesses** de financement ne sont **pas toujours honorées**, et les montants alloués ne sont parfois **pas à la hauteur** des attentes. De plus, mobiliser le secteur privé pour investir dans ces fonds est difficile, car les entreprises ne bénéficient pas toujours de profits en retour. La **répartition inégale des fonds** entre l'adaptation et l'atténuation limite également les actions d'atténuation des pays en développement. Enfin, dans une perspective de justice climatique, l'**accès à des subventions réelles** (plutôt que des prêts) est crucial, et celles-ci doivent parvenir jusqu'aux communautés vulnérables.

Le lien entre le financement climatique et le genre est manifeste en raison de l'**impact différencié des changements climatiques sur les femmes**, qui représentent 70% des personnes vivant sous le seuil de pauvreté. Par exemple, en Asie du Sud, où les changements climatiques sont déjà perceptibles, entre **80 et 90% des victimes de cyclones sont des femmes**. Les **dynamiques sociétales et les rôles genrés amplifient les répercussions des changements climatiques** sur le travail des femmes, souvent orienté vers des **activités domestiques ou de subsistance**, comme l'agriculture.

Il est impératif que les financements intègrent une perspective de genre. Au Canada, une **politique d'aide internationale féministe** vise à réduire les inégalités. Au niveau québécois, le **programme de coopération climatique internationale** exige le respect de critères d'impact positif sur les femmes. Cependant, des défis subsistent, notamment celui de l'**additionnalité des fonds**, où les initiatives axées sur l'égalité des genres utilisent souvent des fonds préexistants au lieu de bénéficier de nouveaux engagements financiers. De plus, la **responsabilité des projets** pour l'égalité des genres repose souvent sur les ONG plutôt que sur les gouvernements.

En conclusion, les femmes, du fait de leur proximité et rapport à l'environnement, se **mobilisent davantage que les hommes** et détiennent des solutions et des **connaissances essentielles des écosystèmes**, les positionnant comme **gardiennes des territoires**. Cependant, le manque de financement entrave leur capacité à mettre en œuvre ces solutions, justifiant ainsi la nécessité d'accroître les financements spécifiquement orientés vers le genre.

## Chiffres clefs

- Entre 80 et 90% des victimes de cyclones en Asie du Sud sont des femmes et enfants, en outre, le pourcentage était de 90 lors d'un Tsunami de 2004 en Indonésie.
- Les femmes représentent 60% des personnes qui souffrent de la faim

## Pour aller plus loin

- [\*\*DES FÉMINISTES DES PAYS DU SUD AUX DÉCIDEURS ET DÉCIDEUSES DE LA COP26 : DES CHANGEMENTS RADICAUX POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE\*\*](#)
- [\*\*Vers une feuille de route du financement climatique transformateur en matière de genre\*\*](#)
- [\*\*Podcast : prendre part AQOCI\*\*](#)
- [\*\*Le financement climatique pour la justice climatique\*\*](#)

## Les perles

« Les premiers mouvements éco-féministes viennent de l'Inde [...]. L'environnement c'est important pour les femmes, pour qu'elles puissent prendre soin de leur famille. »  
Marianne-Sarah Saulnier



**Karine Pélouff**  
Conseillère aux affaires  
parlementaires au  
bureau de la sénatrice  
indépendante Rosa Galvez



**Julie McClatchie**  
Analyste politique chez  
OXFAM QC



**Krystel Papineau**  
Responsable Sortons la caisse  
du carbone



**Bernard Ndour**  
Directeur général à Fonds de  
Finance sociale - Cap Finance

Lundi 4 décembre

# Flux financiers et mobilisation des investissements privés : les politiques publiques comme levier

Avec l'annonce de la création du fonds pour les pertes et dommages climatiques dès sa première journée, le sujet de la finance climatique prend une place importante à la COP28.

La finance climatique se définit comme l'ensemble des mécanismes qui servent à financer la réponse aux changements climatiques. C'est une sous-catégorie de la finance durable, un terme plus global qui couvre toutes activités financières servant à atteindre les objectifs de développement durable de l'ONU.

L'industrie de la **finance et la crise climatique sont profondément interreliées**. En effet, selon un rapport de la Banque du Canada et du Bureau du surintendant des institutions financières, qui analyse l'effet de différents scénarios d'action climatique sur l'économie, **remettre l'action climatique à plus tard résulte en une baisse de 8-10% du PIB canadien** par rapport à un scénario d'action immédiate. Cela s'explique, entre autres, par la tarification du carbone et la baisse de la demande mondiale pour le pétrole. De plus, il faut faire attention à la « **bulle carbone** », concept qui décrit l'écart entre les actifs d'énergies fossiles détenus par les institutions financières et la quantité de carburants fossiles qu'il sera réellement possible d'utiliser si on respecte la limite de réchauffement planétaire de 1.5 degrés celsius. Cet écart, estimé à 1000-4000 milliards de dollars américains, sera dévalué voire complètement perdu. Ainsi, **investir dans les énergies fossiles est une démarche peu judicieuse**, étant donné qu'elles ne seront pas utilisées, compte tenu de notre orientation vers les énergies renouvelables.

Les investissements fossiles, risqués pour les banques, sont bien évidemment aussi risqués pour la santé de la planète. En investissant dans les énergies fossiles, les **banques et autres investisseurs permettent à l'exploitation des énergies fossiles** de continuer, voire l'encouragent. Au Canada, les cinq grandes banques sont toutes dans le top 13 mondial des bailleurs de fonds des énergies fossiles, avec la Banque Royale du Canada en premier rang mondial!

## Chiffres clefs

- Sur la période de 1991 à 2020, en un jour seulement les profits générés par l'industrie des énergies fossiles dépassait de plus de 200 fois tous les financements jamais proposés par les gouvernements en matière de pertes et dommages.
- Dévaluation des actifs boursiers du secteur du pétrole et gaz au Canada à prévoir: 80-90% de 2020-2050!

## Pour aller plus loin

- [Sortons la caisse du carbone](#)
- ["La finance climatique au Canada stagne"](#)
- [L'adaptation et l'engagement de 100 milliards de dollars](#)
- [Scaling Private Capital Mobilization: Call to action to heads of state, policymakers and multilateral development bank officials](#)
- [Finance alignée sur le climat](#)

Lundi 4 décembre

Face à cette situation, plusieurs initiatives internationales ont émergé, notamment le **GFANZ** (Glasgow financial alliance for net zero). Ces initiatives rassemblent des milliers de signataires, incluant la grande majorité des institutions financières canadiennes, qui divulguent volontairement les risques climatiques et des émissions de gaz à effet de serre financées. Cela permet une **uniformisation méthodologique** et fait parler de cet enjeu important. Par contre, la lacune de ces initiatives concerne leur caractère non contraignant. De plus, les divulgations volontaires sont souvent irrégulières et peu fiables, et l'industrie pétrolière et gazière a tendance à divulguer moins d'informations dès qu'elle réalise que des personnes s'y intéressent.

Par conséquent, les **politiques publiques sont cruciales pour rediriger l'industrie de la finance vers la durabilité**. CAP finance est un bel exemple de comment ces politiques peuvent mener vers l'action concrète. Né d'une initiative du gouvernement fédéral, ce fonds de 755 millions de dollars dirige de l'argent vers diverses formes d'initiatives à impact social et environnemental positif à travers le pays.

Une autre initiative très prometteuse est le **projet de loi S-243 de la sénatrice Rosa Galvez**, la Loi sur la finance alignée sur le climat. Ce projet de loi, qui est actuellement à l'étape de l'étude en comité au sénat, a pour but de forcer toutes les institutions financières sous juridiction fédérale - tant les fonds publics gouvernementaux que les banques et institutions privées - à s'aligner avec les objectifs de l'Accord de Paris. Il entre dans les détails essentiels, de la **divulcation obligatoire des émissions de GES financées** à la présence d'experts climatiques sur les conseils d'administration, pour arriver à un rehaussement complet de l'industrie financière. Ce projet de loi est absolument nécessaire, car les initiatives volontaires sont limitées par la nature même d'une entreprise - les exécutifs sont contraints à agir dans le meilleur intérêt de la compagnie, ce qui est généralement interprété comme la maximisation des profits à court terme. Il faut donc établir des règles fermes qui **mettront la sauvegarde des conditions de vie planétaires avant cette maximisation de profit**.

### En tant qu'individu, que peut-on faire?

Karine Péloffy recommande d'abord de passer par-dessus ce sentiment d'imposteur que plusieurs activistes ressentent en parlant de finance; il faut se rappeler que malgré les « beaux suits » intimidants, les expert·e·s de la finance ne connaissent rien sur le climat. C'est donc des **conversations inconfortables** entre deux types de savoirs qui doivent absolument avoir lieu. Selon Bernard Ndour, nous avons du pouvoir par ce que l'on consomme, pour qui l'on vote et ce que l'on fait de notre argent. Utilisons donc ce pouvoir pour faire des **choix écologiques avec nos épargnes personnelles**, et pour **assister aux assemblées générales de nos fonds de pension** ou de nos institutions financières et poser des questions qui les poussent dans la direction de la finance durable.

## Les perles

« Notre projet de loi amène quelque chose d'un peu révolutionnaire dans le sens qu'on prend la règle primaire du capitalisme et on dit non, [...], il faut assurer notre survie, c'est important. » Karine Péloffy

« Dans les normes et les cadres de divulgation, il faut demander à ce que les informations produites soient comparables, obligatoires et auditées. [...] Ça permet d'exposer les imposteurs versus ceux qui sont réellement engagés » Bernard Ndour

« Pour un solde de 25 000 dollars détenus chez Desjardins, un Québécois finance à l'échelle individuelle l'équivalent d'environ 65% de son empreinte carbone. Ça signifie qu'en fonction de son choix d'institution, un investisseur québécois ou canadien peut avoir un impact majeur sur les émissions des GES qu'il finance. » Julie McClatchie



**William Wilson**  
Professeur, Faculté à la Faculté  
de génie de l'Université de  
Sherbrooke



**Pierre-Olivier Pineau**  
Professeur titulaire au département des sciences  
de la décision de HEC Montréal et titulaire de la  
chaire de gestion du secteur de l'énergie



**Marie-Luc Arpin**  
Professeure adjointe de  
management à l'École de gestion de  
l'Université de Sherbrooke



**Claudia Houde**  
Directrice de projet -  
Amélioration continue chez  
Graymont Inc. Québec

Mardi 5 décembre

# Un secteur industriel sobre en carbone, c'est possible ?

Au Québec, le secteur industriel se classe au deuxième rang en termes d'émissions de gaz à effet de serre (GES), représentant un peu plus de 30,6 % des émissions totales de la province en 2020 (Gouvernement du Québec, 2022). Décarboner ce secteur n'est pas mission impossible. Ses émissions de GES ont d'ailleurs diminué de 29,3 % entre 1990 et 2020 au Québec, en partie grâce à **l'amélioration des procédés industriels, à l'introduction de réglementations et à l'adoption d'innovations technologiques et énergétiques**. Trois niveaux d'intervention pour réduire les GES dans le secteur industriel ont été identifiés : la **gestion de l'énergie et des processus, l'adoption de nouvelles technologies et la restructuration des écosystèmes et promotion de l'économie circulaire**.

De nombreuses **technologies** et solutions sont actuellement développées ou en cours de développement pour réduire les émissions de GES dans la production de ciment et de béton. Des solutions commerciales telles que Hoffman, Ecocem, ou Carbon-negative sont prometteuses. En ce qui concerne les technologies, **l'utilisation de poudre de verre** dans la composition du béton émerge comme une solution pour réduire les émissions de GES. Cette approche, élaborée par un pôle de développement des écobétons opérant à plusieurs échelles et réunissant des scientifiques multidisciplinaires, des propriétaires d'ouvrages, des gouvernements, des ingénieur-e-s, des entrepreneur-e-s et des fournisseurs de matériaux, souligne le défi actuel qui réside dans l'accélération de l'adoption de ces nouvelles technologies et l'importance d'une **collaboration efficace entre les différentes parties prenantes** à toutes les échelles impliquées.

Les entreprises jouent un rôle crucial dans la transition vers une industrie sans carbone. Graymont, acteur majeur dans l'industrie de la chaux vive au Québec, s'engage à réduire ses émissions de carbone en **améliorant ses équipements**, notamment en remplaçant les vieux fours par des modèles plus performants. **L'adoption de combustibles alternatifs moins polluants**, telle que la biomasse dans son usine en Estrie, témoigne de cette démarche proactive.

La décarbonation des secteurs industriels et la transition énergétique doivent être couplées à des **changements sociétaux plus profonds**. Cette transition doit en effet s'étendre à la **sphère domestique**, englobant les comportements, la réduction des émissions de carbone dans l'alimentation et la consommation. Par exemple, il est impératif d'alléger et de réduire l'usage des véhicules au Québec.

Les leviers efficaces pour soutenir la transition du secteur industriel incluent la mise en place de **normes gouvernementales** pour l'approvisionnement, favorisant l'utilisation de matériaux à faibles émissions de GES. De plus, la recherche de nouvelles technologies doit être encouragée et soutenue par des **subventions gouvernementales** en raison de son coût élevé. Enfin, des **changements fondamentaux dans les modes de vie, la consommation et l'aménagement du territoire** sont nécessaires, car même avec des technologies émergentes et des restrictions, une demande constante en termes de biens maintiendra la nécessité de produire et donc l'émission des GES. Par conséquent, une **évolution culturelle** pour réduire l'empreinte carbone du secteur industriel est essentielle.

## Chiffres clés

- 13% des GES du secteur industriel proviennent des cimenteries et des usines de chaux.
- Pour la chaux vive, 66% des émissions de GES proviennent du procédé et 34% de la combustion.

## Pour aller plus loin

- [Le Québec sobre en carbone](#)
- [Feuille de route pour la transition vers une économie circulaire de la société québécoise](#)
- [Baromètre de la transition des entreprises vers une économie sobre en carbone](#)

## Les perles

- « Nous avons une très faible maturité quand il s'agit de changer. » Pierre-Olivier Pineault
- « De grands changements doivent s'opérer à tous les niveaux. » William Wilson



**Jonathan Michaud**  
Candidat au doctorat en  
Relations Industrielles à l'UdeM



**Marie-Noëlle Foschini**  
Coordonnatrice de la  
coalition Sortons le gaz!



**Marie-Céline Rose**  
Présidente du syndicat chez  
Energir (SEPB)



**Jean-Pierre Finet**  
Analyste chez Regroupement des  
organismes environnementaux en  
énergie (ROÉE)

Mardi 5 décembre

# De la théorie à la pratique : Comment implanter le Programme de travail sur la transition juste dans le secteur énergétique ?

**La transition juste : historique et concepts** - Le concept de transition a trouvé ses racines parmi les travailleur·euse·s en réaction aux problèmes de pollution environnementale dans les industries, et il a été formellement reconnu lors de la COP6. Le concept de **transition juste** a ensuite été intégré à l'Accord de Paris en 2015 à la COP21, établissant des principes directeurs sur les emplois verts, les programmes d'adaptation et le dialogue social. Lors de la COP27, bien qu'un programme de travail sur la transition juste ait été défini, les outils et les moyens de sa mise en œuvre restaient encore à déterminer.

Au Québec, en 2015, le Front commun pour la transition énergétique juste a vu le jour. Composé de nombreuses organisations québécoises, dont des syndicats de travailleur·euse·s, ce front s'est attelé à élaborer une **feuille de route** pour aborder la transition énergétique, secteur par secteur, en mettant l'accent sur la justice climatique et la transition juste au Québec. Dans des entreprises telles qu'Énergir, les défis sont nombreux pour mettre en œuvre cette transition. Il s'agit non seulement de décarboner, mais aussi d'inclure les travailleur·euse·s dans la solution, leur permettant de ne pas être les laissés-pour-compte de cette transition. S'il y avait un déni face à la transition énergétique dans de tels secteurs par le passé, les travailleur·euse·s sont désormais conscient·e·s des défis environnementaux liés à leurs emplois. Les syndicats s'engagent ainsi activement dans cette transition en créant des **cadres de travail et des comités** dans le but de décarboner leur secteur.

**Enjeux liés à la transition juste** - L'importance accordée à la transition juste est largement partagée, car aucune transition n'est possible sans le soutien des travailleur·euse·s. Toutefois, sa mise en œuvre concrète peut s'avérer difficile, surtout dans des secteurs directement touchés par la transition énergétique. Les actions nécessaires pour conduire la transition deviennent de plus en plus **urgentes**, avec des échéances de plus en plus courtes. Les rapports récents démontrent notre retard, avec seulement 16 ans pour atteindre l'objectif de devenir carboneutre d'ici 2040 au Québec. Les **tensions** entre les acteur·trice·s ralentissent considérablement la transition et les solutions proposées ne sont souvent pas alignées avec la science climatique. De plus, le manque d'inclusion des travailleur·euse·s dans les analyses et les plans de transition génère des tensions et de la méfiance. Les travailleur·euse·s prennent conscience du besoin de changement, mais la **peur** de perdre leurs emplois et leurs acquis sociaux issus de décennies de lutte syndicale persiste.

**Comment s'organiser autour d'un dialogue social efficace et travailler ensemble ?** Il est impératif de mettre en place un programme de transition juste au Québec qui **englobe tous les milieux de travail**. Le **renforcement du dialogue** entre les parties directement concernées est essentiel pour trouver des solutions de transition en accord avec la science climatique car chacun·e est expert·e dans son domaine. En effet, la création d'un **dialogue social, la recherche d'intérêts communs** et un changement de perspective sont des étapes cruciales pour assurer plus de justice et d'équité dans cette transition. De plus, pour favoriser la transition énergétique tout en répondant aux besoins des travailleur·euse·s, le gouvernement doit assumer ses responsabilités en structurant la transition de manière équitable. Une **commission tripartite** sur la transition juste pourrait être instaurée dans toutes les entreprises du Québec. Il serait aussi nécessaire de mettre en place un **plan concret de transition juste**, incluant des formations, afin de protéger et accompagner les travailleur·euse·s dans la transition.

## Chiffres clés

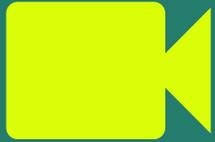
- Au Canada, le secteur du gaz est en forte croissance depuis les 30 dernières années
- Les pertes énergétiques s'élèvent à 45-83% (en moyenne 57%) dans le secteur industriel québécois

## Pour aller plus loin

- [Feuille de route carboneutralité 2050 de IAIE](#)
- [Feuille de route pour la transition du Québec vers la carboneutralité](#)
- [Manifeste pour un avenir énergétique juste et viable](#)

## Les perles

« Pas d'emplois sur une planète morte », dicton syndical au Québec, d'après Marie-Noëlle Foschini.



**Alexandre Beaudoin**  
Conseiller en biodiversité à  
l'Université de Montréal



**Jean-Philippe Meloche**  
Professeur et Directeur de département à  
la Faculté de l'aménagement - École  
d'urbanisme et d'architecture de paysage  
de l'Université de Montréal



**Martin Vaillancourt**  
Directeur général du Regroupement  
national des conseils régionaux en  
environnement du Québec



**Julie-Maude Normandin**  
Conseillère scientifique en  
cheffe de la ville de Longueuil

Mercredi 6 décembre

# Les villes: des actrices de première ligne pour accélérer l'action climatique dans la gouvernance et la société

Les villes et les territoires sont confrontés à de multiples impacts des changements climatiques, tels que les îlots de chaleur urbains ou les inondations. Parallèlement, leur croissance exponentielle empiète sur les écosystèmes, entravant l'adaptation aux changements climatiques. Il devient **impératif de repenser nos villes et de les positionner en tant qu'actrices de premier plan dans l'accélération de l'action climatique et de la transition socio-écologique**. Elles doivent évoluer vers une durabilité accrue, renforcer leur résilience face aux changements climatiques, et éviter tout empiètement sur les écosystèmes.

L'**implication de l'ensemble de la communauté urbaine à différents niveaux** est cruciale pour inverser la tendance des villes polluantes et intégrer la biodiversité. Le rôle clé des villes dans la lutte contre les changements climatiques et la transition socio-écologique implique une **volonté politique forte** d'explorer des solutions alternatives en collaboration avec des acteur·rice·s clés tels que les universités, les citoyen·ne·s, les organisations à but non lucratif et les entreprises. Ces **partenariats** sont essentiels pour capitaliser sur des connaissances uniques.

Au niveau gouvernemental et administratif, il est essentiel que les municipalités intègrent la **résilience urbaine** et le concept de **santé unique** dans leurs politiques, programmes de développement et plans d'aménagement. Le **soutien financier** à des initiatives telles que l'agriculture urbaine et les ruelles vertes est également nécessaire pour promouvoir la transition socio-écologique et la protection de la biodiversité, et celui-ci doit être augmenté. La **coordination à l'échelle du territoire**, plutôt que des projets isolés, est cruciale pour la réussite de projets ambitieux de transition écologique et de préservation des écosystèmes.

Les villes jouent un **rôle crucial dans la préservation de la biodiversité**, avec des actions telles que la création de corridors écologiques, la protection des espèces emblématiques, la restauration des habitats, et le maintien des services écosystémiques. En retour, cette préservation des écosystèmes naturels **permet une meilleure adaptation** aux impacts des changements climatiques. Les **plans d'aménagement urbain devraient donc intégrer de manière systématique la préservation des écosystèmes** et encourager une **densité accrue** pour éviter l'étalement urbain et minimiser l'impact sur les écosystèmes.

Au niveau citoyen, **une participation citoyenne est essentielle** pour le succès des initiatives mentionnées ci-dessus. Une **communication transparente** avec les communautés locales sur toutes les activités liées à la préservation de l'environnement permet de mobiliser des connaissances locales, de renforcer les liens sociaux et d'assurer une connectivité locale entre les écosystèmes. La **consultation** des résident·e·s du territoire et la mise en place de systèmes de gouvernance inclusifs sont essentielles pour obtenir de meilleurs résultats dans les projets et **assurer une meilleure acceptabilité sociale**.

## Chiffres clés

- 60% des impacts sur la biodiversité proviennent des actions des villes.
- 500 millions de dollars annoncés pour soutenir les villes et municipalités canadiennes.

## Pour aller plus loin

- [\*\*Santé unique : 1 concept, 2 principes\*\*](#)
- [\*\*Longueuil a maintenant sa conseillère scientifique en chef\*\*](#)
- [\*\*Enfin le temps des villes sur le front de l'action climatique?\*\*](#)
- [\*\*Le corridor écologique Darlington, un rêve qui devient réalité\*\*](#)

## Les perles

« Un service écosystémique qu'on oublie souvent est le service spirituel associé au culturel, c'est à dire tous les liens qu'on peut développer [avec un espace]. Les gens développent des liens avec des lieux aussi. » Alexandre Beaudoin



**Sarah Doyon**  
Directrice générale de Trajectoire  
Québec



**André Prévost**  
Conseiller stratégique et  
coordonnateur de la Confédération  
des organismes de personnes  
handicapées du Québec (COPHAN)



**Paul Lupien**  
Président du conseil d'administration  
de la Confédération des organismes  
de personnes handicapées du  
Québec (COPHAN)



**Philippe Cousineau Morin**  
Conseiller municipal du district  
St-Germain à Rimouski



**Jeanne Robin**  
Directrice principale  
chez Vivre en Ville

Mercredi 6 décembre

# L'avenir du transport au Québec

## Des solutions durables en phase avec les besoins des communautés

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) au Québec sont exacerbées par le secteur du transport. Dans le cadre de l'approche « Réduire, Transférer, Améliorer », **les transports collectifs apparaissent comme une solution efficace** pour réduire ces émissions et atteindre les objectifs de 2030. Pour les diminuer, il faut réduire la longueur des déplacements en cessant l'étalement urbain tout en **transférant les déplacements individuels vers le collectif** en planifiant, et en construisant un réseau efficace de transports collectifs adaptés. Il est aussi nécessaire **d'améliorer l'efficacité énergétique** des modes de transports. Enfin, les transports collectifs doivent être adaptés aux personnes en situation de handicap, pour permettre une utilisation égalitaire et éviter l'exclusion des certain·e·s. Bien que les gouvernements aient un rôle essentiel à jouer dans la promotion et la mise en œuvre de modes de transport durables, il est impératif que les **individus prennent conscience de leur capacité à contribuer à la réduction des émissions** liées aux transports. Cela peut être réalisé en modifiant leurs comportements, notamment en faisant la transition des modes de transport individuels vers des solutions plus collectives et respectueuses de l'environnement.

Un débat crucial porte sur l'électrification en vue d'atteindre la neutralité carbone, et son potentiel significatif à l'échelle locale, que ce soit par la mise en place de champs d'éoliennes ou le développement des micro-mobilités. Cependant, **aucun modèle ne suggère que l'électrification à elle seule soit suffisante**. Il est impératif **d'agir sur tous les leviers**, en gardant à l'esprit que l'énergie électrique joue un rôle essentiel tant dans nos transports que dans nos industries, et sur le marché international. Cette complexité s'accompagne des défis liés aux déchets, à la nécessité d'une énergie propre, et à l'impératif de réviser les programmes de subvention des transports adaptés.

L'adaptabilité des transports se heurte à des **problèmes de financement des services et, surtout, de gouvernance**, entraînant une « ségrégation dans l'offre des transports adaptés ». Le manque d'expertise et l'absence de centralisation ne favorisent pas une gestion collective optimale de la mobilité et des transports. Des incohérences se manifestent entre l'utilisation de la voiture et celle des transports en commun, accentuées par un système tarifaire qui semble conçu pour restreindre l'utilisation des transports collectifs. Cependant, les besoins actuels, notamment ceux des entreprises, plaident en faveur du développement continu des transports collectifs, en particulier en augmentant les financements disponibles.

Les défis liés à la gouvernance vont au-delà des questions de financement, nécessitant ainsi une **ouverture au dialogue constructif et à la participation publique**. Dans cette perspective, « l'appui et la compréhension des citoyens face à ces questions » permet d'instaurer des changements concrets. Cette notion de consultation revêt une importance encore plus capitale dans le contexte de l'adaptabilité des transports collectifs. Il est impératif d'écouter les personnes à mobilité réduite afin d'**améliorer la communication, le dialogue et la transparence**.

En outre, la question du transport collectif n'est pas qu'environnementale, mais il s'agit aussi d'une **« question d'équité, de vivre ensemble et de collectivité »** (Jeanne.R). La réduction des émissions de GES dans le secteur des transports adaptés et collectifs engage un **travail commun**.

## Chiffres clés

- Les transports sont le principal secteur émetteur de gaz à effet de serre (GES) au Québec : 43%
- Au Québec, les émissions de gaz à effet de serre ont augmenté de 22% et 55% de la consommation de pétrole vient du transport qui est pour l'essentiel, privé.
- À Lyon, la consolidation et le développement des transports en commun a permis de réduire de 12% les émissions de gaz à effet de serre

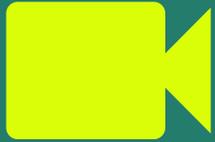
## Pour aller plus loin

- [Mobilité durable](#)
- [Analyse budgétaire du financement des réseaux de transport au Québec](#)

## Les perles

« Au Québec, contrairement à l'Ontario, 70% des sommes vont dans le développement et l'entretien du réseau routier contre 30% pour le transport collectif », Jeanne Robin

« Au Canada 16% de la population représente des personnes à mobilité réduite dont 1.3 millions sont des Québécois-es » André Prévost



**Éric Pineault**  
Chercheur associé à la Chaire de recherche UQAM en transition écologique



**Gaïa Febvre**  
Responsable des politiques internationales au Réseau Action Climat France



**Caroline Brouillette**  
Directrice générale du Réseau action climat Canada

Jeudi 7 décembre

# L'éléphant dans la pièce

## Comment aborder la question des énergies fossiles dans les COP?

La COP28 a marqué un **tournant historique**, encapsulé dans un paradoxe saisissant. D'un côté, cette COP a atteint un niveau inégalé de visibilité sur la mainmise du secteur des énergies fossiles sur le processus, avec un nombre record de **2400 lobbyistes** enregistrés cette année. De plus, le **conflit d'intérêt** au sommet de la COP, présidée par le PDG de la compagnie nationale émirienne du pétrole, est manifeste. D'un autre côté, le monde n'a jamais été aussi uni **en faveur d'un accord sur la sortie des énergies fossiles** : après 80 pays à la COP27, cette année, plus de 106 pays ont émis une déclaration en faveur d'une sortie définitive. C'était un progrès significatif vers une transition juste et planifiée hors des énergies fossiles.

Lorsqu'on évoque la sortie des énergies fossiles, le concept de **transition juste** devient crucial. À l'origine, cette transition était une notion nationale utilisée par les travailleur-euse-s confronté-e-s aux pollutions de leur environnement professionnel, en particulier les gaz industriels. Plus tard, elle s'est élargie pour englober la décarbonation, impliquant non seulement les travailleur-euse-s, mais aussi les États. **La définition, la compréhension et l'utilisation du concept de transition juste varient d'un pays à l'autre** en raison de la responsabilité différente des pays dans la crise climatique et de la dette historique de carbone : les émissions de gaz à effet de serre proviennent des pays développés et/ou producteurs d'énergies fossiles, tandis que d'autres pays, comme les petits pays insulaires, subissent simplement les effets des changements climatiques.

À la COP28, la question de la transition juste est spécifiquement abordée, donnant lieu à de nombreux **débats et réticences** qui ralentissent les avancées des négociations. Les **divergences de vision entre les pays** sont évidentes, certains considérant la transition juste comme un enjeu essentiellement national et non international. D'autres utilisent le concept à des fins d'instrumentalisation afin de **maintenir le statu quo**, alors que certains insistent sur l'importance de la **justice dans la transition**, notamment en ce qui concerne les droits des travailleurs, les droits humains, les droits des femmes et des peuples autochtones. Certains pays (BRICS), notamment ceux avec une **économie peu diversifiée** et/ou basée sur la production de pétrole, ralentissent la sortie des énergies fossiles pour des raisons économiques et de développement.

Sur le plan national, le Canada a annoncé le **plafonnement des émissions du secteur pétrolier et gazier**, une promesse faite il y a deux ans par le Premier ministre Trudeau lors de la COP26 de Glasgow. Ce cadre réglementaire devra être un **mécanisme robuste sans échappatoires avec une cible ambitieuse**.

Au niveau provincial, le Québec a pris le **coprésidence de la Beyond Oil and Gas Alliance** (BOGA) en raison de ses engagements, ainsi que de l'élaboration du projet de loi 21 visant à mettre fin à la recherche et à la production d'hydrocarbures ainsi qu'au financement public de ces activités. Cette alliance internationale s'engage à interdire la production d'énergies fossiles et à promouvoir la décarbonation de l'économie à l'échelle mondiale. Si le Québec a réussi à mettre en place une telle loi, cela résulte (1) de la **pression de la société civile**, très organisée, intersectorielle et mobilisée ; (2) du **secteur déjà majoritairement renouvelable** de la province. Néanmoins, **il reste beaucoup à faire**. Organiser la décarbonation de l'économie québécoise nécessite un débat approfondi. Un premier plan de décarbonation 2020-2035 a été défini, mais le gouvernement doit aller au-delà de la perspective de la transition énergétique juste comme un simple plan d'affaires, en proposant une **transformation profonde des rapports sociaux, de production et de consommation**.

## Chiffres clefs

- À la COP28, le nombre de lobbyistes du secteur des énergies fossiles a quadruplé par rapport à la COP27.
- Au Canada, les émissions du secteur des énergies fossiles ont augmenté de 88% depuis les années 90, tandis que d'autres secteurs de l'économie réduisaient leurs émissions.

## Pour aller plus loin

- [Un système de plafonnement et d'échange imposé à l'industrie pétrolière canadienne](#)
- [Fossil Fuel Subsidies Surged to Record \\$7 Trillion](#)

## Les perles

« Lorsqu'on parle du paquet énergie, on parle de la sortie des énergies fossiles et du triplement des capacités d'énergies renouvelables d'ici 2030 et du doublement d'efficacité énergétique. Et tout ça doit être soutenu par des moyens financiers, car ça doit être juste », Gaïa Febvre



**Rodrigue Turgeon**  
Porte parole du Collectif  
Gazoduq, parlons-en



**Louis Ramirez**  
Militant



**Anne-Céline Guyon**  
Analyste climat-énergie chez  
Nature Québec

Jeudi 7 décembre

# Quand la mobilisation réussit ET rassemble - le cas québécois

Le Québec se positionne parmi les premières juridictions mondiales à avoir proscrit l'exploitation des combustibles fossiles. Ce progrès significatif, n'est pas seulement le fruit d'une initiative gouvernementale, mais plutôt le résultat d'**années de mobilisation citoyenne** et de luttes acharnées depuis les années 90. Cette réussite démontre la pertinence et l'efficacité de la mobilisation, ainsi que des petites victoires, qui découlent des **leçons apprises des mouvements sociaux** et émergent du peuple comme une **expression démocratique du pouvoir**.

La réussite de ces mobilisations au Québec s'explique par une conscience écologique historique, des valeurs collectives, une volonté de remettre en question le *statu quo* et naît d'un sentiment d'indignation. Pour l'avenir, il est impératif de maintenir ces mobilisations, de poursuivre le travail difficile de **construction d'alliances** et de **rester actif dans les luttes sans rester les bras croisés** car une victoire est le résultat d'un **ensemble d'efforts collectifs**.

En ce qui concerne la mobilisation et ses stratégies, il est primordial d'**informer** sur le projet au cœur du combat, en garantissant un **accès à l'information** liée à la cause. L'**éducation populaire** doit être au cœur de la démarche, notamment en expliquant les problématiques et dénonçant les projets néfastes. Par conséquent, il est impératif de mettre en place des **stratégies de communication** efficaces afin de rendre les informations accessibles et compréhensibles, favorisant ainsi une mobilisation plus étendue. En parallèle, la consultation citoyenne, allant au-delà de la simple séance d'information, mérite également d'être privilégiée car les citoyen-ne-s détiennent des informations clés pour la lutte. Enfin, la réutilisation des **savoirs et des techniques issus des combats passés** s'avère essentielle notamment pour **tirer des leçons des luttes antérieures** contre l'exploitation des énergies fossiles au Québec.

L'**inclusion de toutes** les parties concernées, notamment les peuples autochtones, est nécessaire. Le **travail de coalition et une approche intersectionnelle** permettent de créer des luttes efficaces et inclusives. De plus, il est essentiel de **respecter et soutenir les revendications** de tou-te-s même si celles-ci peuvent différer selon les individus et organisations. Cependant, la mobilisation contre les énergies fossiles présente des défis tels que le déséquilibre des moyens, l'essoufflement des activistes et leur rotation constante. Un défi essentiel est d'**amplifier les voix et de mobiliser un large public**, malgré le nombre élevé de convaincus, pour pousser les élu-e-s à prendre position.

Pour assurer une mobilisation efficace, il est impératif de **diversifier les outils** tout en les mettant en œuvre de manière stratégique au moment opportun. En effet, la victoire découle de l'**utilisation concertée de différents moyens** tels que les manifestations, la participation aux audiences du BAPE, les relations publiques et gouvernementales, les stratégies médiatiques, les mobilisations sur le terrain, les séances d'information, et bien d'autres encore.

## Chiffres clés

- La mobilisation contre le projet Énergie-Est s'est faite dans les 2 premières années, donc rapidement.
- Il a fallu 20 ans de mobilisation pour amener à la loi anti-hydrocarbures au Québec.

## Pour aller plus loin

- [Podcast : Le déclat de l'engagement](#)
- [Comment les écolos québécois ont gagné la première interdiction de l'extraction fossile au monde](#)
- [Loi visant principalement à mettre fin à la recherche et à la production d'hydrocarbures ainsi qu'au financement public de ces activités](#)

## Les perles

« La mobilisation citoyenne part « du peuple », c'est une expression démocratique du pouvoir », Rodrigue Turgeon

« On ne doit pas croiser les bras mais rester actif dans les luttes, c'est l'ensemble qui fait la victoire », Anne-Céline Guyon



**Hugue Asselin**  
 Coordonnateur  
 Centre de recherche en  
 éducation et formation  
 relatives à l'environnement et à  
 l'écocitoyenneté



**Lylou Sehili**  
 Coordonnatrice des  
 relations avec les  
 communautés chez  
 Transition en Commun



**Lucie Sauvé**  
 Professeure émérite  
 Centre de recherche en éducation et  
 formation  
 relatives à l'environnement et à  
 l'écocitoyenneté



**Martin Portocarrero**  
 Chargé de programmes  
 Environnement, Jeunesse et Sécurité  
 AQOCI

Vendredi 8 décembre

# L'éducation relative à l'environnement

## Réflexions pour de profondes transformations

L'éducation, thème central tout au long des COP et priorité de l'UNESCO, s'aligne avec l'un des objectifs de développement durable de l'ONU. Le directeur général de la COP28 a souligné que l'éducation constitue « **un moteur essentiel pour développer les compétences nécessaires à l'économie climatique future** ». Les jeunes, en tant que **détenteurs de connaissances**, jouent également un **rôle actif dans l'éducation** à l'environnement notamment dans le cadre des COP où leur participation permet **l'expression de leurs préoccupations, la promotion des actions climatiques et l'exercice d'une pression significative sur les États**. Malgré la reconnaissance officielle du rôle des jeunes et de leur vulnérabilité extrême face aux changements climatiques, il est néanmoins frappant de constater leur sous-représentation dans les instances de gouvernance climatique.

En plus de jouer le rôle d'éducateur-trice, les jeunes ont également besoin de bénéficier d'une **éducation relative à l'environnement** pour appréhender les **éco-émotions** telles que la peur, la colère et l'impuissance, et encourager leur **engagement**. Il est crucial de promouvoir ce type d'éducation, car elle offre un potentiel de transformation sociale en renforçant le pouvoir d'action des jeunes grâce aux concepts de sensibilisation et de mobilisation. De plus, les jeunes ont **besoin d'espoir**. Cet espoir doit être cultivé dès l'école, en enseignant à la jeunesse à **créer** (à entreprendre des initiatives) et à **détruire** (à s'opposer). Un tel apprentissage est indispensable pour valoriser le « militantisme en tant qu'entrepreneuriat collectif », et c'est pourquoi il faut procéder à une **revalorisation réelle du système éducatif**.

Le système d'éducation se compose d'un système formel et d'un système non formel représentant « l'ensemble des acteurs et des organismes participant à l'effort éducatif ». Cependant, l'éducation est une priorité se matérialisant difficilement dans les décisions politiques. Ainsi, un effort collectif est nécessaire afin de mettre en avant l'éducation, comme un instrument du marché et comme une « **fonction culturelle et sociale de développement et d'épanouissement personnel et collectif** ». Dans ce contexte, l'éducation relative à l'environnement est sujette à un **besoin d'institutionnalisation** permettant aux politiques publiques d'offrir un soutien concret à l'action climatique, en particulier par l'ouverture de l'école à son milieu, afin de participer à la formation citoyenne. En ce sens, il est nécessaire d'enclencher la transformation du système éducatif par différents leviers, comme en s'appuyant sur les données de la recherche, ou sur les propositions de la société civile. Cette transformation ne pourra être effective que si on laisse de la place, on accompagne et on soutient les jeunes dans un esprit plurigénérationnel et dans le cadre d'une **éducation politique et démocratique**. En effet, les jeunes sont légitimes de **revendiquer leur droit de parole avant même d'être considéré comme citoyen**. Les jeunes prennent conscience, au niveau de la justice climatique, de leur pouvoir collectif d'action à travers l'apprentissage d'une action démocratique en s'organisant et en parlant « en démocratie, par la démocratie et dans la démocratie ».

### Les perles

Les jeunes sont des « acteurs clés des solutions sur les changements climatiques », Martin Portocarrero

## Chiffres clefs

- 60% des jeunes se disent inquiet-e-s voire très inquiet-e-s face aux changements climatiques (étude de 2021 dans dix pays des deux hémisphères sur 10 000 jeunes)
- 50% des 18 à 25 ans au Québec ont des symptômes liés à l'écoanxiété (étude de 2021 de l'Université de Sherbrooke auprès de 10 000 jeunes)
- Cela fait plus de 20 ans que les gouvernements québécois n'ont pas permis de revaloriser la profession d'enseignant

## Pour aller plus loin

- [L'éducation au changement climatique pour la transformation sociale](#)
- [Stratégie québécoise d'éducation en matière d'environnement et d'écocitoyenneté](#)
- [Partenariat pour une éducation verte](#)
- [Young People's Voices on Climate Anxiety. Government Betrayal and Moral Injury: A Global Phenomenon](#)
- [Engagement social et participation politique des jeunes - ISQ](#)
- [Podcast : Écocitoyenneté et Éducation relative à l'environnement](#)



**Quentin Lehmann**  
Membre d'Écothèque et chargé  
de projet en soutien aux  
mobilisations jeunesse pour le  
FCTÉ



**Anne-Sophie Gousse-Lessard**  
Professeure, Communication  
et psychologie  
environnementales à UQAM



**Jacob Pirro**  
Militant et Formateur pour le  
HUB



**Isabelle Béliveau**  
Fondatrice et directrice générale  
d'Eco-motion



**Sarah-Katherine Lutz**  
Directrice générale de  
ENVironnement JEUnesse



**Benjamin Sweeney**  
Représentant syndical aux  
TUAC section locale 500

Vendredi 8 décembre

# Comment vivre avec la crise climatique : ressentir, sensibiliser, former et se mobiliser

L'écoanxiété, la solastalgie et la terrafurie incarnent un **éventail d'émotions** associées à une appréhension significative des changements climatiques, perçus comme irréversibles, ainsi qu'au sort de la planète et aux enjeux environnementaux actuels qui semblent ne pas être suffisamment pris en compte. Cette inquiétude peut être empreinte de **lucidité, d'espoir, de questionnements** sur l'avenir, ou d'une compréhension approfondie de la nécessité d'agir face à la réalité qui se présente.

L'écoanxiété présente une variabilité importante, dépendant à la fois de son **intensité** et de ses **dimensions** (affectives, cognitives, comportementales, existentielles). Ses **répercussions sur le bien-être** sont multiples, touchant particulièrement les individus évoluant dans les domaines environnementaux et climatiques, ainsi que ceux engagés et mobilisés. Elle peut engendrer des réactions telles que le **déni, l'évitement et même l'écoparalysie**, influant ainsi sur le **comportement, le bien-être psychologique et les interactions sociales**. Par exemple, elle peut altérer la capacité à apprécier les moments sociaux. L'écoanxiété suit deux trajectoires distinctes : une **trajectoire adaptative positive**, incitant à l'action, et une **trajectoire non adaptative négative**, caractérisée par des mécanismes de défense et d'évitement. Au-delà de l'écoanxiété, d'autres éco-émotions, telles que la **colère, la tristesse** ou un sentiment de **perte de contrôle** lié à la crise climatique, peuvent prédominer. Ces émotions sont souvent exacerbées par la **surabondance d'informations** accessibles sur la situation climatique via Internet, générant simultanément un sentiment fondamental **d'impuissance** face à la situation. Ce sentiment d'impuissance et ces éco-émotions sont particulièrement marqués chez les jeunes, qui ressentent une responsabilité immense sans toujours disposer du pouvoir nécessaire pour effectuer des changements concrets.

Pour mieux appréhender les éco-émotions, il est essentiel de **comprendre en profondeur l'impact de l'écoanxiété sur soi**, en tenant compte de son intensité et de ses différentes dimensions. Mettre en place des **stratégies**, qu'elles soient individuelles ou collectives, devient crucial pour favoriser une transition de la paralysie à l'action. Il s'agit de **dépasser le sentiment d'impuissance** en devenant des **acteur-trice-s** influent-e-s, en transformant notre insatisfaction en pouvoir concret. Il est important de trouver des partenaires partageant les mêmes préoccupations, à divers niveaux de la société. Un exemple concret dans la **sphère professionnelle** est l'initiative de la FTQ qui encourage un dialogue social sur les éco-émotions, favorisant la connexion entre les groupes environnementaux et les jeunes. S'impliquer dans des **activités militantes** offre une voie pour transformer les éco-émotions en actions tangibles, tout en permettant des échanges significatifs avec des individus partageant des idées et des émotions similaires. La collectivité et la lutte contre l'oppression, en adoptant le principe d'intersectionnalité, sont des éléments clés. Enfin, une résistance efficace peut également passer par la **création individuelle** : se demander, en tant qu'individu, où se situe sa propre résistance.

Enfin, les éco-émotions soulèvent la question de la **transformation du système actuel et des opportunités pour le système futur**. Il existe de nombreuses solutions adaptées à divers lieux, contextes et problèmes, soulignant la nécessité d'une **décroissance** et d'une remise en question du système actuel. Ces idées impliquent un travail à l'échelle territoriale, avec des réflexions, des discussions et des prises de décisions à l'échelle locale.

## Chiffres clefs

- Il y a 2 façons de traduire les éco-émotions en actions : il faut se syndiquer ou investir dans les syndicats

## Pour aller plus loin

- [Podcast : La désobéissance pour se faire entendre](#)
- [10 astuces pour transformer son écoanxiété en bonheur contagieux](#)
- [Podcast : Discussion sur les éco-émotions](#)
- [Podcast : le temps \(limité\) de militer](#)

## Les perles

« Être militant c'est se donner un pouvoir sur notre milieu de vie, sur notre future, un pouvoir politique », Quentin Lehmann

« Le système actuel est un système qui pousse à l'impuissance individuelle : il ne permet pas de faire ce que l'on veut », Jacob Pirro



**Fanny Noisette**  
Professeure en Océanographie biologique à l'Université  
du Québec à Rimouski, Titulaire de la Chaire UNESCO  
en analyse intégrée des systèmes marins



**Anne-Marie Asselin**  
Fondatrice et PDG de  
l'Organisation Bleue et  
Biologiste marine

Lundi 11 décembre

# La protection du climat et des océans

## Pourquoi faut-il cesser de traiter en silos des enjeux interdépendants ?

### Le rôle des océans

Les océans jouent un rôle fondamental dans divers **secteurs** cruciaux pour l'humanité, tels que le transport maritime, l'énergie marine, le tourisme côtier et l'alimentation. Aussi, en plus de jouer un rôle essentiel dans les **écosystèmes et le cycle de l'eau**, ils agissent aussi comme un **tampon climatique et un moteur du climat** en capturant le CO2 et la chaleur émise par les GES. Cependant, il est essentiel de ne pas dépendre uniquement des océans pour capturer nos émissions, car la capacité des écosystèmes marins à stocker du CO2 est limitée.

### Les impacts des changements climatiques et des activités anthropiques

Les changements climatiques entraînent une cascade d'effets qui perturbent le rôle des océans et les activités anthropiques qui en découlent. En effet, les changements climatiques perturbent le cycle océanique, entraînant notamment la **fonte des glaciers, l'élévation du niveau des océans et leur acidification**. À cela s'ajoutent les impacts des activités anthropiques sur les océans notamment la **pollution plastique** ou celle liée au **transport maritime** ou même la **pêche industrielle**. Ces perturbations sont présentes partout dans le monde même au Québec et dans le Saint-Laurent.

### Briser les silos et agir

En cette décennie des océans, aborder l'urgence climatique à travers le système océanique en traitant les milieux terrestre et aquatique de manière **interdépendante** est essentiel. Pour cela, l'étude et le développement d'**innovations techniques** (culture de microalgues et restauration côtière) doivent être combinées avec des **innovations sociales** (*Living Labs*, communauté de pratique), favorisant ainsi la **cocréation, le travail conjoint, la transparence et l'acceptabilité sociale**.

Lors de la recherche de solutions d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques, une **approche en système socio-écologique et transdisciplinaire** est impérative, car les impacts des changements climatiques touchent toutes les couches de la société et de l'écosystème. Il est donc nécessaire de **briser les silos politiques et disciplinaires**, en utilisant les **sciences naturelles et les sciences sociales et humaines de manière intégrée**. Ceci est crucial pour soutenir les décisions politiques et développer des solutions au niveau local.

Cependant, il reste beaucoup de travail à faire pour échapper aux silos et favoriser cette ouverture d'esprit, en particulier dans la sphère politique. Pour cela, il est essentiel d'**éduquer et de transférer des informations claires et accessibles**, notamment par le biais de la **vulgarisation scientifique**, aux décideur·euse·s politiques. **Informé·e·s la population** sur les avancées scientifiques est également crucial pour générer de l'espoir et de la mobilisation, car une population éduquée peut faire des **choix politiques éclairés** et être **proactive** face aux changements climatiques. De plus, il est essentiel d'allier les **arts et les sciences** pour mieux communiquer et **toucher les individus**. Enfin, **impliquer tou·te·s les acteur·rice·s**, tels que les jeunes, les peuples autochtones, les entreprises et les pôles d'innovation, dans les recherches et les actions permettra de créer un changement significatif.

## Chiffres clefs

- 26% des émissions de CO2 liées à l'activité humaine sont captées par les océans
- 60% de la population mondiale vivent dans les zones côtières
- 3,3 milliards de personnes dépendent de la pêche pour couvrir leurs besoins en protéine

## Pour aller plus loin

- [Les effets du changement climatique sur les océans](#)
- [Un lien entre les changements climatiques et la surchauffe des océans?](#)
- [L'océan : la solution invisible aux changements climatiques](#)
- [Meopar](#)

## Les perles

« Nous avons des pas de géants à faire à partir de l'innovation sociale : travailler ensemble et cocréer. Pour moi, un des très beaux moteurs de recherche et d'espoir sont les Living Lab. », Fanny Noisette



**Marie Cadieux**  
Coordonnatrice en conservation marine à la Société pour la nature et les parcs



**Rodrigue Souop**  
Coordonnateur Écosystème Marin chez Novarium



**Chloé L'Écuyer-Sauvageau**  
Agente de recherche à la Chaire de recherche du Canada en économie écologique



**David Viens**  
Directeur général adjoint et directeur milieu naturel au CRE-Capitale Nationale



**Marie-Hélène Rondeau**  
Chargée de projet à l'AGHAMW

Lundi 11 décembre

# Préservation du Saint-Laurent à l'ère des changements climatiques

## Économie écologique, gestion des ressources, savoirs autochtones et solutions fondées sur la nature

Le Saint-Laurent revêt une importance cruciale pour le développement de la vie environnante, fournissant une multitude de **services écosystémiques** tels que la nourriture, l'eau potable, la protection côtière, le stockage de carbone, un habitat pour des espèces migratoires, la promotion du tourisme, ainsi que des pratiques culturelles et spirituelles, notamment chez les Autochtones. Ces derniers entretiennent une **relation sacrée avec le Saint-Laurent**, qui a façonné leur mode de vie pendant des millénaires. Structurant la société québécoise qui s'est édiflée autour de lui, il demeure un site unique favorisant les échanges économiques, culturels, spirituels, scientifiques et politiques.

Cependant, le Saint-Laurent fait face à de nombreuses **perturbations** attribuables aux changements climatiques. Des **altérations dans le cycle naturel de l'eau** ont des répercussions sur les écosystèmes liés au Saint-Laurent. Le cycle de l'eau étant **interdynamique**, chaque effet et changement sont étroitement liés. La hausse de la température de l'eau, principalement due à une augmentation des précipitations, entraîne une diminution du débit, réduisant la couverture de glace en hiver et accentuant l'érosion côtière au printemps. La **qualité de l'eau** diminue, affectant à la fois la biodiversité et les populations humaines riveraines. Ceci génère des conséquences négatives sur les coraux du fleuve et sur la **chaîne alimentaire**. L'augmentation des prédateurs tels que le requin blanc et le thon rouge perturbe l'équilibre naturel, tandis que des espèces comme le plancton et le krill sont désavantagées par l'acidification de l'eau, impactant directement la pêche dans le Saint-Laurent et affectant l'économie des populations autochtones qui en dépendent.

Les **activités anthropiques** sont aussi source de perturbations pour la biodiversité du Saint-Laurent. L'augmentation de la navigation fluviale génèrent un **bruit sous-marin** qui impacte les espèces vivant dans le fleuve, notamment les mammifères marins comme les bélugas. Par exemple, le bruit des bateaux perturbe l'écholocation des bélugas lors de leurs activités de chasse, augmentant le risque de collisions avec les embarcations et mettant en danger cette espèce emblématique.



### Les perles

« Chez les Mi'kmaq, il y a quelque chose qui s'appelle "Etuaptmuk". C'est la double perspective. C'est lorsqu'on voit d'un oeil avec les forces et les savoirs des modes de connaissances traditionnelles autochtones, des savoirs qui sont accumulés depuis des centaines voir des milliers d'années. Et de l'autre oeil, on voit avec les forces et les savoirs avec les modes de connaissances occidentaux, soit la science moderne. C'est donc d'apprendre à utiliser ces deux yeux ensemble au bénéfice de tous », Marie-Hélène Rondeau



Lundi 11 décembre

Il est impératif d'entreprendre des **actions gouvernementales** pour protéger l'intégralité du Saint-Laurent et mettre en place une **gouvernance efficace** pour gérer les écosystèmes complexes qui en découlent. Malheureusement, la gestion actuelle est désorganisée en ce qui concerne la répartition des responsabilités entre les deux paliers gouvernementaux, fédéral et provincial, qui se partagent la compétence sur la pêche et la protection des espèces. La Loi des pêches fédérale et la Loi sur les espèces en péril provinciale coexistent, entraînant des délais dans la gestion des ressources halieutiques et la protection des espèces.

Une meilleure **cohésion entre le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux** est essentielle pour partager efficacement leurs responsabilités et repenser notre interaction avec le Saint-Laurent. De plus, il est crucial d'instaurer un dialogue et un partage des connaissances entre les acteurs autochtones et allochtones afin de réévaluer notre exploitation du Saint-Laurent, nos pratiques et notre mode de vie.

L'urgence d'agir pour la préservation du Saint-Laurent nécessite la mise en place de diverses solutions :

- Des projets de restauration et des méthodes de restauration passive permettant à la nature de reprendre ses droits en éliminant des éléments perturbateurs artificiels comme les enrochements.
- Des études sur la séquestration du carbone à l'aide d'algues
- Des études prenant en compte les affluents du Saint-Laurent pour avoir une perspective d'ensemble
- Des projets de filtration des microplastiques sur les plages,
- Des initiatives de villes éponges pour limiter les rejets d'égouts dans le Saint-Laurent,
- L'utilisation de l'intelligence artificielle pour surveiller la santé du Saint-Laurent et prendre des décisions pour réduire la circulation maritime, et
- Des initiatives visant à sensibiliser les entreprises à l'importance de la préservation des pêches.

**Agir à différents niveaux et mobiliser différents acteurs** tels que des entreprises, des citoyen-ne-s et des municipalités dans la préservation du Saint-Laurent sont des pistes à explorer. Par exemple, la pression politique pour limiter l'étalement urbain, ayant un impact significatif sur le Saint-Laurent, se fait de plus en plus ressentir et redessine l'aménagement du territoire autour du Saint-Laurent.

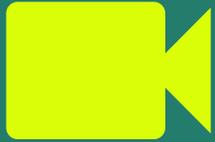
Enfin, il est essentiel de transformer notre approche de la protection du Saint-Laurent en tirant parti des **deux types de savoirs**, à la fois celui **traditionnel autochtone** et celui lié à la **science moderne**, pour une adaptation aux changements climatiques et une ouverture d'esprit bénéfique pour cet écosystème précieux.

## Chiffres clefs

- Le taux d'oxygène de l'eau du fleuve a baissé de 50% à 10%
- L'acidification de l'eau: une augmentation du pH de l'eau de 0,1
- La pêche des Autochtones ne viendra pas compromettre les ressources pour les prochaines 7 générations
- Les Premières Nations ont accès aux pêches commerciales depuis seulement 1999 en raison d'un arrêt de la Cour Suprême : l'arrêt Marshall

## Pour aller plus loin

- [Plan d'action de réhabilitation écologique \(PARE\)](#)
- [Podcast : L'érosion dans le Bas-Saint-Laurent : l'adaptation aux changements climatiques](#)
- [Il faut repenser notre manière d'habiter le fleuve Saint-Laurent - Métro](#)



**Corinne Gendron**  
Professeure et directrice du  
CRSDD à l'UQAM



**Hugo Tremblay**  
Professeur, vice-doyen aux affaires internes  
et secrétaire de la Faculté de droit de l'UdeM



**Rébecca Pétrin**  
Directrice générale d'Eau  
Secours

Mardi 12 décembre

# L'eau au sein des négociations internationales

## Un droit, un besoin essentiel ou une marchandise ?

Comprendre le cycle de l'eau, les transferts entre ses phases dans les réservoirs terrestres, est essentiel pour appréhender le **droit à l'eau**. Un principe clé est que plus il fait chaud, plus le cycle de l'eau est rapide. Les changements climatiques entraînent des précipitations moins fréquentes, souvent sous forme de fortes chutes d'eau rapides, limitant la percolation du sol. Cela entrave la création de nappes phréatiques essentielles pour stocker l'eau potable. L'assèchement de lacs affecte également l'approvisionnement en eau. Les **activités humaines et les changements climatiques** perturbent le cycle de l'eau depuis des années, entravant la pleine réalisation du **droit à l'accès à l'eau potable**, malgré sa reconnaissance au niveau international et par de nombreux États.

L'eau est **distribuée de manière inégale** sur la planète, générant une **géopolitique de l'eau complexe**. Une gestion responsable doit tenir compte des populations avec un accès limité aux ressources hydriques. De plus, l'eau est disponible en quantité finie – à un moment donné et en un lieu donné – et variable dans le temps, et les **changements climatiques exacerbent l'imprévisibilité des variabilités de l'eau** disponible. Pour une gestion durable de l'eau, une perspective globale est nécessaire, incluant les stocks mondiaux et adoptant une approche axée sur les risques.

La **marchandisation de l'eau entrave la réalisation du droit à l'eau** pour tou-te-s. Certaines entreprises accaparent l'eau, **transformant un bien commun en une denrée privée et lucrative**. Des mécanismes de régulation doivent donc limiter la commercialisation de cette ressource vitale. Au Québec, bien que les droits d'usage soient liés à la propriété privée de manière indirecte, un **cadre législatif protège** contre la propriété directe des sources d'eau, contrairement à d'autres pays.

Les activités liées à l'agriculture utilisent actuellement **70% de l'eau totale consommée dans le monde**. En comparaison, l'utilisation domestique de l'eau par les ménages correspond en moyenne à seulement 2% de l'eau totale utilisée. Par conséquent, l'exportation des produits agricoles et du bétail représente aussi une exportation d'eau en quantité énorme bien qu'**invisible**; il s'agit du principe d'**eau virtuelle**. Ces quantités d'eau virtuelle intégrée dans des biens consommés sont d'ailleurs bien moins comptabilisées que l'eau qui se vend en tant que tel. Malgré la rareté de l'eau dans un pays, cela ne limite pas la possibilité de commercialiser l'eau virtuelle. Cependant, cette forme de commerce ne représente qu'environ 5% de la valeur totale de l'eau commercialisée. Une solution pourrait consister à **établir un prix mondial de l'eau**, basé sur son empreinte hydrique, pour assurer une valeur plus équitable de cette ressource.

Si l'eau est la ressource la plus précieuse à la vie sur Terre, **elle est peu l'objet de négociations internationales**. Il est aussi nécessaire que les objectifs de développement durable soient pris en compte dans leur ensemble car ils sont intrinsèquement interreliés. Ainsi l'avancement d'un ODD, comme la promotion de l'agriculture, qui peut mettre en péril le droit d'accès à l'eau ne permet pas un avancement net de ces objectifs. Il y a eu des discussions pour mettre un prix sur l'eau en 2001, mais il n'existe toujours aucun accord international.

## Chiffres clefs

- 1 personne sur 4 n'a pas un accès certain à l'eau. D'ici 2050 on estime que ce sera 50% des personnes qui auront un accès incertain.

## Pour aller plus loin

- [La semaine Verte - Radio Canada](#)
- [Conférence de calibre mondial sur l'eau à New York en mars 2023](#)

## Les perles

« L'eau est disponible en quantité finie - à un moment donné et en un lieu donné - cela implique qu'il y a un jeu à somme nulle dans l'usage de la ressource », Hugo Tremblay



**Jamie Latvaitis**  
Coordonnateur de l'engagement  
régional pour le Québec au Projet  
pour la Réalité climatique  
Canada



**Marie-Anne Viau**  
Présidente de Cultiver  
Montréal



**Jean-Philippe Vézina**  
Maraîcher et coach en  
développement des affaires



**Melissa Mollen-Dupuis**  
Responsable de la campagne  
Forêts à la Fondation David  
Suzuki



**Diego Crespel**  
Analyste économique au Groupe  
Agéco

Mardi 12 décembre

# Cultiver le futur : un système alimentaire juste et durable pour le Canada

Historiquement, l'agriculture a toujours joué un rôle primordial dans nos sociétés, que ce soit sur les plans environnemental, social, économique, ou culturel. La nourriture étant vitale, l'agriculture influence directement notre alimentation, et par extension, notre santé. La nourriture étant un élément culturel important dans nos échanges et notre sentiment d'appartenance, il est nécessaire que nous accordions une place importante à un système agroalimentaire sain dans nos sociétés. Comparée à la perspective autochtone basée sur le partage des ressources et du territoire, notre vision occidentale entrave notre capacité collective d'action et de production.

Pour promouvoir la santé de notre système agroalimentaire, il est impératif de renforcer la **participation culturelle et la reconnexion au territoire**. Les citoyen-ne-s doivent être informé-e-s sur l'origine de leur alimentation et développer une conscience aiguë de la fragilité des terres et du système agricole. Cela nécessite une amélioration de la **littératie en matière de systèmes alimentaires** et une connaissance approfondie du territoire et de ses ressources. De plus, il est essentiel de **promouvoir des actions** tout au long du cycle alimentaire pour instaurer un système respectueux de l'environnement et des populations. Par exemple, la revalorisation des aliments, notamment par le **compostage**, contribue à réduire le gaspillage. De même, encourager l'**agriculture urbaine** permet non seulement de réapproprier les espaces publics mais aussi de répondre aux défis d'insécurité alimentaire.

Au Québec, des enjeux persistent malgré une perception souvent tacite de notre système alimentaire. L'**accessibilité à des produits de qualité sains** (paniers bios) est difficile, étant souvent plus coûteuse que les alternatives en grande surface. Il est donc primordial de penser à une **déstructuration des systèmes agroalimentaires** en place pour remédier à la situation. La **souveraineté alimentaire** est également un défi, les cultures québécoises étant souvent destinées à l'exportation ou à l'alimentation animale. Il est crucial de se réapproprier nos terres afin que leur but premier soit de nourrir notre population. De plus, il faut favoriser la **production locale et saisonnière** et promouvoir un **accès accru aux terres agricoles à prix abordable**.

Outre les problématiques inhérentes aux fondements profonds du système alimentaire, celui-ci est fortement impacté par les changements climatiques. La **sécheresse**, en tant que problème mondial, se positionne comme le premier impact majeur. De concert avec les **inondations**, elle diminue la productivité des terres et entraîne des **pertes de récoltes** significatives. Un autre impact préoccupant est la **croissance des matières premières et des pesticides dans les cours d'eau**, contribuant à leur pollution croissante. À titre d'exemple, 80% des cours d'eau au Québec sont contaminés par des néonicotinoïdes, des insecticides nocifs pour les abeilles. L'**érosion et la dégradation de la santé des sols** constituent également des facteurs nuisibles. L'ensemble de ces effets se répercute finalement sur notre santé et compromet la sécurité alimentaire, avec des conséquences préjudiciables pour nos terres.

**Quelques pistes de solutions** : Cultiver chez soi et pour soi. Implanter davantage de jardins collectifs. Soutenir les agriculteur-riche-s en achetant local. Garantir un revenu minimum pour les agriculteur-riche-s. Subventionner l'agriculture locale autre que le maïs et le soya.

## Chiffres clefs

- Au Québec, notre autonomie alimentaire s'élève à seulement 30%.
- 11 000 terrains sont contaminés à Montréal

## Pour aller plus loin

- [Agir pour une agriculture durable - Plan 2020-2030 - Synthèse](#)
- [L'agriculture au Québec - UPA](#)
- [Podcast : les Idées Radicales](#)

## Les perles

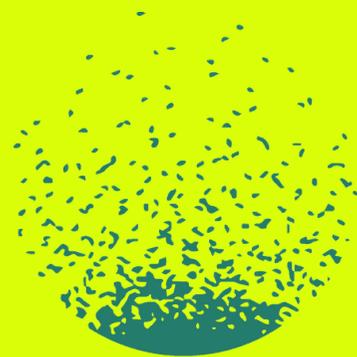
« Les résidus alimentaires sont la semence de demain », Marie-Anne Viau

« Cette idée de possession et d'occupation du territoire comme individu versus le collectif, c'est quelque chose auquel on doit réfléchir. [...] Tous ce qui appartient au bien commun, il faut les remettre de l'avant », Mélissa Mollen Dupuis

« J'aimerais beaucoup voir une transition vers un regard culturel de l'agriculture et pas uniquement économique [...] et aussi une reconnexion au territoire », Mélissa Mollen Dupuis

# L'ENSEMBLE DES "COP EN BREF"

UN BULLETIN D'INFORMATION HEBDO



[#DialoguesClimat2023](#)



#DialoguesClimat2023

# LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION HEBDO

30 NOVEMBRE ET 1 DÉCEMBRE 2023 · NUMÉRO 1 · COP28

## PERTES ET DOMMAGES - LA SURPRISE DE L'OUVERTURE DE LA COP

À l'ouverture de la 28e Conférence des Parties, le Sultan Ahmed al-Jaber a appelé les participant-e-s à prendre des mesures immédiates face à la crise climatique. Il pourrait s'agir d'un autre de ces discours enflammés, si caractéristiques de l'ouverture des COP. Cependant, le pragmatisme promis a pris forme par l'adoption immédiate du projet de décision visant à rendre opérationnel le Fonds pour pertes et dommages. Les pays développés ont, par la suite, présenté des promesses de contributions. Les apports promis s'élèvent actuellement à 576 millions de dollars américains, et sont infimes face aux besoins des pays vulnérables qui se comptent en milliards. Le Canada a annoncé un apport de 16 millions de dollars canadiens. Bien qu'il ait déjà contribué à d'autres fonds, comme le Fonds d'adaptation, le Québec n'a pas encore manifesté sa participation au groupe de donateurs.

C'est la première fois dans l'histoire qu'une COP parvient à prendre une décision dès le premier jour. Considéré comme un sujet épineux, le Fonds des pertes et dommages figurait parmi les principaux points de discussion de cette conférence. Son objectif est d'aider les pays en développement particulièrement vulnérables aux effets néfastes du changement climatique à faire face aux pertes économiques et non économiques ainsi qu'aux dommages liés aux impacts climatiques, y compris les événements météorologiques extrêmes et les événements de démarrage lent. Le Fonds sera géré par un conseil indépendant composé équitablement et équilibré par toutes les parties, et sa première réunion aura lieu d'ici le 31 janvier 2024.

Cependant, jusqu'à son entrée en opération, le Fonds sera géré par la Banque mondiale pendant quatre ans.

Toutefois, tout n'est pas rose. L'enthousiasme de son adoption s'est également accompagné de méfiance. Il est à craindre que les efforts d'approbation du fonds ne soient en fait une tentative de dissimuler des mesures plus dures face aux combustibles fossiles, secteur vital pour l'économie du pays hôte de la COP.

## LIENS UTILES

- [COP28 : Le Canada versera 16 millions \\$ au nouveau fonds « pertes et dommages »](#)
- [COP28 Climate Fund Pledge Tracker](#)
- [Ébauche sur les questions relatives au Bilan Mondial dans le cadre de l'Accord de Paris](#)



## TWEET MARQUANTS

- [tweet de @Anne-Céline Guyon](#) : Campagne de #Greenwashing de la Saskatchewan dans le métro à Dubaï dans le cadre de la #COP28 . La province a aussi dépensé près de 800 M\$ pour un pavillon afin de promouvoir un festival de fausses solutions 🤡 #cdnpoli
- [tweet de @John Woodside](#) : Day 1 at the Canada pavilion at COP28 and just saw Suncor's representatives drop in.
- [tweet de @Julia Levin](#) : Today at #COP28 @s\_guilbeault announced CAD \$16 million for #LossAndDamage fund Canada has come a long way on L&D, bringing other laggards along But filling the fund matters \$16 million is less than @NRCan has given out for carbon capture projects in the last 6 months...

## SOMMET MONDIAL D'ACTION SUR LE CLIMAT ET TÈRE PARTIE DU SEGMENT DE HAUT NIVEAU POUR LES CHEFS D'ÉTAT ET DE GOUVERNEMENT

Plus de 160 chefs d'État se réuniront le 1er et 2 décembre lors du segment de haut niveau pour aborder des actions concrètes et des plans crédibles de lutte contre les changements climatiques. Ce moment sert également de plateforme pour les grandes annonces sur les déclarations et les engagements unilatéraux ou collectifs des pays en dehors de l'Accord de Paris.

Cette année, le segment se penche sur le Bilan Mondial, processus qui va analyser l'état de mise en œuvre de l'Accord de Paris et les lacunes à combler. Le texte discuté par les parties aujourd'hui a soulevé des points de désaccord, notamment sur l'inclusion de calendriers spécifiques et d'objectifs sectoriels, sur la promotion des technologies de gestion du carbone ainsi que sur la position sur l'élimination progressive des combustibles fossiles et le rôle des technologies de réduction des émissions.

Parmi les cheffe-s d'État présent-e-s figuraient le président brésilien, le président français, ainsi que les présidents des États d'Israël et de Palestine. Le président américain Joe Biden et le premier ministre canadien Justin Trudeau n'étaient, pour leurs parts, pas présents.

## PREMIERS PAS DU SOMMET LOCAL D'ACTION POUR LE CLIMAT 2023

La première édition du Sommet local d'action pour le climat s'est ouverte le 1er décembre avec une séance plénière réunissant plus de 200 maire-sse-s, gouverneur-e-s et dirigeant-e-s infranationaux. Organisé par la présidence de la COP28 et par Bloomberg Philanthropies, ce premier Sommet vise à rassembler des centaines de dirigeant-e-s climatiques nationaux et infranationaux pour transformer le financement climatique, renforcer l'action mondiale, accélérer la transition énergétique et renforcer la résilience et l'adaptation au niveau local.

L'inauguration a été retransmise en direct et a vu plusieurs annonces comme celle de la présidence de la COP28 qui a lancé l'initiative de la Coalition for High Ambition Multi-level Partnerships (CHAMP). Soutenue par 62 pays, incluant le Canada, elle vise à renforcer la coopération entre les gouvernements nationaux, régionaux et locaux en matière de planification, de financement et de mise en œuvre des objectifs climatiques nationaux. Elle place aussi les villes au centre des plans nationaux sur le climat, NDC, à présenter en 2025. Le Secrétaire Général des Nations Unies, Antonio Guterres, s'est exprimé pour appeler les dirigeant-e-s locaux à "développer des plans de transition complets et détaillés", "exiger un siège à la table des négociations lorsque les gouvernements nationaux élaborent des politiques et des réglementations en matière de climat" et rester uni-e-s.

La journée du 2 décembre sera composée d'événements regroupés en trois thématiques (impact critique des acteur-ric-e-s locaux, nouvelles solutions et financement pour l'action locale, et coalitions d'acteur-ric-e-s aux ambitions élevées) et de rendez-vous réunissant séparément maire-sse-s et acteur-ric-e-s régionaux.

Co-rédigé par Enéas Xavier de Oliveira, Raphaëlle Muller-Feuga et Marie Jouan



-António Guterres lors de son discours pour la séance plénière: "Il faut que tout le monde prête main forte pour mettre fin au chaos climatique et aux multiples injustices qui l'alimentent. Vos citoyens comptent sur votre leadership et moi aussi!" (Bloomberg Philanthropies, 2023)



#DialoguesClimat2023

# LA COP EN BREF

## UN BULLETIN D'INFORMATION HEBDO

2 DÉCEMBRE ET 3 DÉCEMBRE 2023 · NUMÉRO 2 · COP28

### MOBILISATION POUR LA PALESTINE ET APPEL À UN Cessez-le-feu



Action "All Out for Palestine" devant le mur bleu réunissant la société civile internationale. Crédits: @pacouvan

Les droits humains et la situation en Palestine se retrouvent au cœur de la COP28 qui est devenue un rendez-vous climatico-diplomatique d'envergure. Alors que le conflit a repris dans la bande de Gaza, les voix s'élèvent à la COP28 pour exiger un arrêt complet des hostilités. Au niveau étatique, plusieurs dirigeant-e-s ont critiqué les attaques d'Israël lors de la séance plénière et la délégation iranienne a quitté la COP28 pour protester contre la présence israélienne qu'elle juge "contraire aux objectifs et aux lignes directrices de la conférence".

Côté société civile, des actions ont été mises en place comme l'exposition poignante de chaussures d'enfants en hommage aux victimes palestiniennes. Le 3 décembre a aussi été déclaré

"Journée de solidarité avec la Palestine pour un cessez-le-feu pacifique". Tou-te-s étaient convié-e-s à revêtir des tenues blanches, des initiatives ont été orchestrées dans la zone bleue, et une manifestation "All Out for Palestine" s'est déroulée devant le mur bleu. Le contexte des EAU est un défi en matière de mobilisation car le pays réprime toute forme de désobéissance civile. Bien que couvert par le cadre onusien, il est nécessaire de jongler avec des contraintes strictes tout en cherchant à entreprendre des actions de plaidoyer impactantes.

### STRATÉGIES D'ÉCOBLANCHIMENT À LA COP28

Cette année, à l'instar des années précédentes, la COP28 est marquée par la présence persistante des lobbies des énergies fossiles, déployant des tactiques d'éco-blanchiment. Avec la sortie progressive complète des énergies fossiles au cœur des négociations, il n'est guère surprenant de voir des dirigeant-e-s de l'industrie chercher à saboter les progrès et promouvoir des distractions dangereuses comme la capture du carbone et l'hydrogène lors de la COP28. Par exemple le Vice-président de Suncor ou la dirigeante de Cenovus Energy ont afflué à la COP28, certain-e-s dès le premier jour de la conférence

Un défi supplémentaire réside dans la présence de ces lobbies au sein de la délégation officielle canadienne, où une trentaine de personnes liées au secteur des énergies fossiles détiennent des badges "parties" du Canada, leur assurant un accès direct aux dirigeant-e-s et négociateur-ice-s. La Première Ministre de l'Alberta, Danielle Smith, ancienne lobbyiste des énergies fossiles, a même conduit plus de 100 délégué-e-s du secteur au sein de la conférence. Cette dernière a déjà imposé un moratoire sur les projets d'énergies renouvelables et soutenu des industries intensives en émissions de carbone ainsi que des solutions de capture de carbone douteuses.

Ces tentatives d'éco-blanchiment se manifestent également dans l'espace publicitaire, comme une campagne à Dubaï vantant le "Strong, Sustainable Saskatchewan" et la séquestration de 40 millions de tonnes de CO2 dans le métro... Il est impératif que les lobbies des secteurs pétrolier et gazier cessent de ralentir l'action climatique. La société civile est présente sur place pour faire office de barrière contre ceux-ci.

### LIENS UTILES

- [Compte facebook du Fossil of the day award](#)
- [La banque de données sur les émissions - Climate trace](#)
- [La présence de représentant-e-s des énergies fossiles dans la délégation canadienne](#)

### PEUT-ON ESPÉRER UNE SORTIE DES ÉNERGIES FOSSILES?



L'appel de la société civile canadienne avec leurs émissions cap pour qu'un plafond d'émissions fort, ambitieux, soit rapidement introduit et mis en œuvre. Crédits: @pacouvan

"La limite de 1,5°C n'est possible que si nous cessons de brûler tous les combustibles fossiles. Pas de réduction. Pas diminuer. Il faut une sortie complète." Ce sont les mots d'Antonio Guterres hier, laissant entrevoir une possibilité de phase-out, c'est-à-dire une sortie progressive complète des énergies fossiles. La réalité des négociations est moins optimiste.

En parallèle, la présidence de la COP28 a lancé son Programme d'accélération de la décarbonisation mondiale (GDA) qui comprend plusieurs initiatives telles que l'engagement mondial en faveur des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, une charte de décarbonisation du pétrole et du gaz, ainsi que des mesures sur le méthane et d'autres gaz à effet de serre autres que le CO2. Néanmoins, ce programme a été critiqué comme une initiative d'éco-blanchiment par la société civile, qui demande à la place un ensemble global de transition énergétique comprenant notamment une élimination complète, équitable, rapide et financée de tous les combustibles fossiles.

L'absence de percée sur les énergies fossiles intervient alors que [The Guardian](#) a révélé aujourd'hui des paroles du Sultan Al Jaber déclarant qu'il n'y avait pas de preuves scientifiques de la nécessité de phase-out et qu'une sortie complète des énergies fossiles ramènerait "l'humanité à l'âge des cavernes". Ces propos, à la limite du déni climatique, renforcent les critiques contre la présidence et suscitent des inquiétudes quant à d'éventuels conflits d'intérêts, étant donné que Sultan Al Jaber est directeur général et PDG du groupe pétrolier Abu Dhabi National Oil Company.

### 1ÈRE JOURNÉE CONSACRÉE À LA SANTÉ LORS D'UNE COP

La première journée dédiée à la santé lors d'une COP s'est tenue aujourd'hui en collaboration avec l'OMS. Elle a examiné les impacts sanitaires actuels du changement climatique, tels que la propagation accrue du paludisme et de la dengue, ainsi que les prévisions des modèles pour les impacts climatiques à venir. Notamment, ces prévisions indiquent qu'un hôpital sur douze pourrait être fermé en raison des conditions météorologiques extrêmes. Hier, une avancée significative a été réalisée avec la signature de la Déclaration des Émirats arabes unis sur le climat et la santé par 123 pays. Cette déclaration appelle les gouvernements à prendre des mesures décisives pour protéger les communautés et renforcer les systèmes de santé face aux effets du climat, tels que le stress thermique extrême et la propagation accrue des maladies infectieuses. Aujourd'hui, 74 pays et 40 organisations ont également approuvé la Déclaration sur le climat, l'aide d'urgence, le redressement et la paix. Cet engagement collectif vise à intensifier les investissements et les actions pour renforcer la résilience dans les pays et les communautés confrontés à des conflits, à la fragilité ou à des crises humanitaires.

### TWEET MARQUANTS

- [tweet d'@Patrick Bonin](#): Irresponsable -> La délégation canadienne à la [#COP28](#) comprend PLUS de lobbyistes des énergies fossiles QUE JAMAIS! 35 personnes ayant des liens avec le secteur des énergies fossiles, l'an passé c'était 8 [#pétrole](#) [#gaz](#) [#sablesbitumineux](#) [#sabotage](#)
- [tweet de @Friederike Röder](#): Good morning! Day 3 at [#COP28](#) - and the oil and gas industry has already made 16B\$ since we arrived. Let's tax their profits, fund [#ClimateAction](#) at scale and agree to phase out all [#fossilfuels](#). What to watch today? The [@fossiltreaty](#) initiative & the new task force on taxation!



#DialoguesClimat2023

# LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION HEBDO

4 DÉCEMBRE ET 5 DÉCEMBRE 2023 · NUMÉRO 3 · COP28

## UN BILAN MONDIAL EN CONSTRUCTION AU COEUR DES DÉBATS

La COP 28 avance dans sa première semaine de travail tandis que l'attention se tourne vers le bilan mondial. Il s'agit d'un instrument d'évaluation de l'état actuel de la mise en œuvre des engagements prévus par l'Accord de Paris. Grâce à ce processus, il est possible de déterminer le progrès collectif dans l'atténuation, l'adaptation, et les moyens de mise en œuvre, ainsi que de coordonner les efforts conjoints vers une trajectoire conforme aux objectifs du régime climatique international. Cet examen est effectué à la lumière de l'équité et des meilleures connaissances scientifiques disponibles.

Le bilan mondial dispose d'une grande synergie avec les CDN (contributions déterminées au niveau national), par lesquelles les pays communiquent officiellement leurs engagements individuels et volontaires à la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris. Les deux documents sont présentés par cycles de 5 ans en alternance. Si, d'une part, les CDN contiennent les actions climatiques envisagées par les États parties de l'Accord de Paris, le bilan mondial fait une véritable analyse et révision de ces engagements, dans une perspective d'analyse de ce qui a été réalisé, de ce qui a été manqué et de ce qui doit être fait pour l'atteinte des objectifs de l'Accord à long terme.

Cette édition de la COP est chargée de présenter le premier bilan mondial. Et le scénario actuel est assez préoccupant. Si l'on suit strictement les CDN indiquées, on prévoit d'arriver à atteindre une baisse de 2% des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030 par rapport à celles de 2019. Ce qui peut sembler être un progrès significatif se révèle marginal lorsqu'il est confronté aux constats scientifiques du GIEC : pour contenir l'augmentation de la température moyenne mondiale à 1,5 °C d'ici la fin du siècle, une réduction des émissions de 43% par rapport aux données de 2019 est impérative.

Depuis le premier jour de la COP, les pays se penchent sur l'esquisse de la décision à soumettre à la Conférence de parties. Tous les paragraphes du document sont minutieusement analysés et des suggestions sont présentées concernant les sujets d'atténuation, d'adaptation, de mise en œuvre, de pertes et dommages, de financements, de coopération internationale, de mesures de riposte, entre autres. Il y a des désaccords concernant des mesures unilatérales, l'élimination progressive des combustibles fossiles, la responsabilité actuelle et future pour les émissions de gaz à effet de serre, entre autres. Même l'article 2.1c fait objet de mésentente. Les responsables de la conduite des négociations viennent de sortir une nouvelle version du texte qui tente de capturer les inquiétudes des pays. Malgré les obstacles politiques, les attentes sont toujours présentes et élevées : il faut que le bilan soit solide avec des éléments prospectifs ambitieux pour arriver aux engagements climatiques qui n'ont pas encore été délivrés.



### TWEET MARQUANTS

- [tweet d'@Andréanne Brazeau](#): Une belle annonce aujourd'hui! Je suis une militante et une analyste, donc j'ai la critique facile, mais cette fois-ci, j'ai peu à dire! Ambition, transparence, redevabilité. Ne manque que vitesse d'adoption et la mise en oeuvre.
- [tweet d'@Julia Levin](#): Huge kudos to @JonathanWNV & @ToryRushton who just vetoed a fossil fuel license for offshore Nova Scotia This is the kind of climate leadership the world wants & needs: governments who will reject fossil fuel expansion The future is renewable.

### LIENS UTILES

- [Article de Caroline Brouillette, Directrice exécutive du Réseau Action Climat \(CAN-Rac\)](#)
- [Désinformation climatique et polarisation](#)
- [Où étaient les femmes au Sommet mondial d'action sur le climat?](#)

## LE NOUVEL OBJECTIF COLLECTIF QUANTIFIÉ (NCQG) : QU'EST-CE QUE C'EST ?

En 2009, les pays développés se sont engagés à financer les initiatives climatiques des pays en développement à hauteur de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020, un engagement réaffirmé par l'accord de Paris en 2015. Cependant, cet objectif n'a été atteint que cette année. C'est pourquoi la COP28 ouvre la discussion sur un Nouvel Objectif Quantifié Collectif (NCQG) sur le financement climatique, avec un plancher de 100 milliards de dollars. Cet objectif est à convenir d'ici 2025 et doit prendre en compte les besoins de financement réels des pays en développement, qui s'élèvent à des milliers de milliards de dollars. Les négociations et les discussions sur la rédaction du texte portant sur ce nouvel objectif vont bon train depuis plusieurs jours et soulèvent notamment des inquiétudes de la part des pays en développement concernant les objectifs financiers non atteints.

Les dialogues ministériels de haut niveau concernant la nouvelle proposition du NCQG sur le financement climatique ont commencé, invitant les Parties et les Observateurs à exprimer leurs opinions. Les groupes d'intérêt initialement autorisés à faire des déclarations individuelles, sont contraints, cette année, de présenter une déclaration commune résumant leurs positions. Ceci est particulièrement problématique car un résumé peut invisibiliser certains enjeux sous-jacents de ce texte.

Des consultations informelles du NCQG sur le financement climatique ont débuté aujourd'hui soulevant des points tels que la suppression d'importants aspects liés aux droits humains et à la transition juste, et des préoccupations persistantes des pays en développement concernant les modalités des mécanismes de financement.

## ET LE CANADA ET LE QUÉBEC : OÙ EN SONT-ILS ?

Alors que les sociétés civiles canadienne et québécoise demandent des engagements forts de la part des gouvernements depuis le début de la COP28 et ne cessent de dénoncer la présence des lobbies au sein de la délégation officielle canadienne, l'inaction, et l'éco-blanchiment, les 4 et 5 décembre ont été marquées par des annonces du Ministre Guilbault et du Ministre Charette.

Le ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Steven Guilbeault, a annoncé sa nouvelle cible de réduction des émissions de méthane en présentant le projet de règlement sur le méthane dans le secteur du pétrole et du gaz lors de la réunion ministérielle de l'Engagement sur le méthane. Ce projet vise à réduire les émissions de 75 % par rapport aux niveaux de 2012 d'ici à 2030, ce qui a été salué par la société civile et les groupes environnementaux.

Côté Québec, M. Benoit Charette, le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, s'est exprimé lors de la conférence de presse de la Beyond Oil & Gas Alliance (BOGA), déclarant que « réduire les énergies fossiles n'est pas assez, il faut en sortir complètement » et se prononçant donc en faveur d'un phase-out. En parallèle, la province a été nommée à la coprésidence de BOGA aux côtés du Costa Rica et du Danemark à titre de représentant spécial pour les États infranationaux. Cette nomination est une reconnaissance internationale de l'engagement du Québec dans la lutte climatique, mais doit être accompagnée d'une accélération des actions en place et de la sortie des énergies fossiles. Le Québec s'est aussi engagé à verser 10 millions de dollars canadiens supplémentaires au Fonds d'adaptation, qui finance des programmes d'adaptation au changement climatique dans les pays en développement.

Co-rédigé par Enéas Xavier de Oliveira, Raphaëlle Muller-Feuga et Marie Jovan



Manifestation de la société civile internationale demandant une sortie complète des énergies fossiles alors que la présence record de 2456 lobbyistes des énergies fossiles à la COP28 a été révélée. Crédits: @CANINTL



#DialoguesClimat2023

# LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION HEBDO

6 DÉCEMBRE ET 7 DÉCEMBRE 2023 · NUMÉRO 4 · COP28

## AVANCEMENT DU PROGRAMME DE TRAVAIL EN TRANSITION JUSTE

L'un des nombreux sujets abordés lors de cette COP concerne le programme de travail en transition juste, une initiative lancée lors de la COP27. L'objectif de la transition juste est de protéger la main-d'œuvre impactée par la transition vers une économie verte. Ce programme doit s'aligner sur des principes tels que le dialogue social, la protection sociale, le droit du travail et le travail décent. Cependant, les avancées concernant la proposition de texte du programme de travail en transition juste sont malheureusement limitées après cette première semaine.

En effet, la première semaine de la COP28 est consacrée à l'élaboration du texte à transmettre aux ministres. Celle-ci aurait dû permettre de présenter une ébauche du texte du programme mais les désaccords survenus au cours de cette semaine ont rendu la proposition de texte très complexe, et aucun consensus n'a émergé de ces négociations. En d'autres termes, il semble que les négociateurs présentent un texte quasiment vide aux responsables politiques. Ainsi, la création du programme de travail en transition juste pourrait se révéler ardue.

Les divergences sont nombreuses, il a été observé que les discussions sur le programme ont principalement porté sur les droits humains ce qui a pu placer au second rang les droits des travailleur-euses. Il est essentiel de mettre cela en perspective, car pour des pays dépourvus de syndicats et avec peu de droits du travail, la défense des droits des travailleur-euses peut être faite au travers du prisme des droits humains. Bien que le programme de travail en transition juste ait suscité un vif intérêt au sein de la majorité des pays

du G77, ceux-ci estiment toujours que le texte actuel ne reflète pas leurs points de vue. On note également que la possibilité de faire des propositions écrites dans sa propre langue est devenue une question de plus en plus préoccupante à la COP. En effet, négocier dans sa langue maternelle permet de prendre en compte toutes les subtilités linguistiques et les perspectives culturelles, facilitant ainsi une meilleure expression des points de vue.

Mobilisation de la société civile canadienne lors d'un événement au pavillon du CRIN pour envoyer un message fort sur les dangers des fausses solutions des technologies de capture et de stockage du carbone. Crédits: @leav\_11



## BILAN MONDIAL: PAS DE "PHASE DOWN" MAIS PEUT-ON ESPÉRER UN "PHASE OUT"?

Après sa publication le 5 décembre, le dernier texte proposé pour le Bilan mondial (GST), soit le texte provisoire du GST, a été transmis à la CMA pour un examen approfondi. Cette dernière supervise la mise en œuvre de l'Accord de Paris. La publication a entraîné beaucoup de critiques et d'inquiétudes sur la longue liste d'options alternatives, donc d'échappatoires, qui pourraient entraver la réalisation des objectifs fixés.

La sortie des énergies fossiles tant attendue est mentionnée sous trois options. Une option ambitieuse avec un "phase out" soit une sortie complète mais sans date limite. Une deuxième option compromis qui mentionne "l'accélération des efforts vers l'élimination" mais seulement des énergies fossiles "unabated" soit celles non capturées par des technologies de captage et de stockage du carbone, signifiant que les émissions pouvant être captées ne seraient pas concernées. Ceci est particulièrement décevant et critiqué par la société civile car la capture carbone est une fausse solution qui n'élimine en rien les émissions. Enfin l'option trois est une porte de sortie si un accord n'est pas trouvé. Il est donc important de noter qu'il n'y a pas de mention de "phase down" soit de réduction des énergies fossiles ce qui est un progrès. D'autres mesures sur un phase out du charbon, sur la fin des subventions pour les énergies fossiles, sur le triplement des renouvelables et le doublement de l'efficacité énergétique sont présentées mais elles contiennent toutes des alternatives. Une nouvelle version doit être présentée mais l'adoption d'un texte final efficace et ambitieux pourrait être difficile. L'Arabie Saoudite bloque déjà des choses dans d'autres espaces de négociation pour indiquer son mécontentement, ce qui freine l'intégration de la mention de sortie complète et juste des énergies fossiles dans le texte.

## ANNONCE DU CANADA: PLAFOND DES ÉMISSIONS DE GES

Le Canada a présenté le 7 décembre son plan de plafonnement des émissions de gaz à effet de serre (GES) de l'industrie pétrolière qui devrait permettre des réductions de 35 à 38 % d'ici 2030 sous les niveaux de 2019. La présentation officielle du règlement devrait avoir lieu en milieu de l'année prochaine.

La société civile canadienne a souligné des mesures significatives et une victoire mais a lourdement critiqué des mesures de souplesse bien trop présentes (investissements dans la capture du carbone, fonds de décarbonisation et crédits compensatoires du carbone). Celles-ci ont pour but d'accommoder les entreprises, les provinces et les lobbies qui ont bloc et pèsent dans les négociations. Un autre blocage provient de l'impossibilité pour le gouvernement fédéral de légiférer sur la production, qui est un champ de compétences provincial en vertu d'une décision de 2021 de la Cour suprême. Pour rappel, le Canada est le quatrième producteur de pétrole du monde et compte parmi les pays qui prévoient la plus grande augmentation de la production au cours des prochaines années, ce qui est incompatible avec l'objectif de l'Accord de Paris. Le texte n'est donc pas assez ambitieux par rapport aux mesures et engagements nécessaires. Patrick Bonin, responsable campagne Climat-Énergie chez Greenpeace Canada, a déclaré: "Ce n'est pas le plafond d'émissions ambitieux dont nous avons besoin pour nous engager sur la voie de l'élimination progressive, complète, rapide et équitable des combustibles fossiles." Tous les acteur-rice-s de la société civile exhortent ainsi le gouvernement à retravailler le texte, qu'ils décrivent comme une première étape, pour rehausser l'ambition et fermer les échappatoires. Le gouvernement doit enfin agir très rapidement pour passer d'un cadre à un projet de règlement (CG1), puis mettre en place ces règlements bien avant la date annoncée de 2030. Il doit œuvrer pour rattraper le retard déjà accumulé tout en anticipant les potentiels délais futurs liés à l'opposition de l'Alberta, du Saskatchewan et des lobbies.



6 décembre: L'Alberta a remporté le Fossil du Jour, remis chaque jour de la COP à la partie "faisant le moins possible" pour lutter contre le changement climatique. Normalement remis à un pays, cette exception illustre la gravité des actions de la Première ministre Danielle Smith... Crédits: @CANINTJ

## TWEET MARQUANTS

- [tweet de @Patrick Bonin](#): L'année 2023 sera « la + chaude » de l'histoire. 2023 a maintenant 6 mois et 2 saisons records. Novembre 2023 = 1,75 °C + chaud que la moy. d'un mois de novembre (1850-1900). 90% du CO2 provient des énergies fossiles = temps de s'en libérer #COP28
- [tweet d'@Anne-Céline Guyon](#): L'Emissions «Cap» a du succès à la #COP28! On aime bien la porter quand on croise la PM de l'Alberta ou encore dans les évts officiels de la délégation canadienne.

## LIENS UTILES

- [L'Alberta remporte le Fossil du Jour](#)
- [Notes de recherche du PIRESS sur deux enjeux à surveiller durant cette COP](#)
- [Rapport du service européen Copernicus sur l'année 2023](#)



#DialoguesClimat2023

# LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION HEBDO

8 DÉCEMBRE ET 9 DÉCEMBRE 2023 · NUMÉRO 5 · COP28

## JOURNÉE DE LA NATURE À LA COP28

Le 9 décembre 2023 a marqué la journée thématique dédiée à la Nature, à l'utilisation des terres et à la protection des océans lors de la COP28. La question de la Nature et du Vivant prend de plus en plus d'ampleur au sein des COP climat. Après des années de mobilisation intense de la société civile, les États prennent conscience de l'interconnexion des crises climatique et de la biodiversité. En plus d'être abordée dans de nombreuses conférences tenues dans divers pavillons, la question de la biodiversité commence à être intégrée aux négociations. Elle figure notamment dans l'article 6 sur la compensation carbone et est discutée lors des négociations portant sur l'adaptation.

Aussi, il est à noter que c'est la première fois qu'une référence à l'Accord Kunming-Montréal apparaît en option dans le texte du Bilan Mondial, une proposition portée notamment par le Canada. Les négociateur-ice-s canadien-ne-s semblent avoir pour mandat d'inscrire l'Accord Kunming-Montréal dans le texte du Bilan Mondial. Par ailleurs, plusieurs pays tels que l'Allemagne, la France, la Commission européenne, les États-Unis, et d'autres encore ont rejoint le Réseau des champions de la nature, en vue de promouvoir une mise en œuvre rapide des objectifs du Cadre mondial de la biodiversité. La Chine a également annoncé son adhésion à la High Ambition Coalition for Nature and People, rejoignant ainsi les 115 pays membres de cette coalition visant à renforcer l'ambition en matière de nature et de climat. Enfin, lors du Sommet de l'action locale pour le climat qui s'est tenu en début de COP, les instances infranationales et municipales, en tant qu'actrices de première ligne, ont largement discuté de biodiversité, notamment en ce qui concerne l'adaptation de leurs territoires aux changements climatiques.

Au niveau canadien, Steven Guilbeault a officiellement déclaré le 9 décembre 2023 l'engagement du gouvernement du Canada à élaborer, d'ici 2024, un projet de loi fédéral axé sur la responsabilité envers la nature. Ce projet de loi vise à instaurer un cadre de responsabilisation, garantissant ainsi que le gouvernement fédéral honore ses engagements envers la nature et la biodiversité, conformément aux principes énoncés dans le Cadre mondial de la biodiversité.

En ce qui concerne le Québec, son image persiste en tant qu'entité infranationale pionnière dans la préservation du vivant et la bataille contre les changements climatiques au sein de cette COP28. Malgré les affirmations répétées de M. Benoit Charette, le ministre de l'Environnement, de la Lutte contre les changements climatiques, de la Faune et des Parcs, sur les progrès réalisés et les engagements pris en matière de biodiversité (notamment le Fonds bleu et le financement substantiel de 114 millions pour les corridors écologiques), il demeure impératif de souligner la nécessité d'accroître l'ambition de la lutte contre la crise de la biodiversité, car il subsiste encore beaucoup à accomplir.

### TWEET MARQUANTS

- [tweet de @can\\_africa](#): The official winner of today's #FossilOfTheDay is the EU! Attention EU! Did you miss the memo? #COP28 is the conference where the fossil fuel era ends, once and for all – and that transition must be fast, fair, feminist, forever, and FUNDED.
- [tweet d'@Andréanne\\_Brazeau](#): C'est la journée de la nature à la #COP28! Le ministre [@s\\_guilbeault](#) souligne le premier anniversaire de l'Accord Montréal-Kunming et met de l'avant la nécessité de soutenir la conservation menée par les communautés autochtones.

### LIENS UTILES

- [Derniers jours à la COP28 et dernières chances d'accords](#)
- [Lettre de +800 acteur-trice-s pour un accord permettant le respect des +1.5C](#)
- [Le ministre Guilbeault prononce la déclaration nationale du Canada à la COP28](#)

## JOURNÉE D'ACTION MONDIALE POUR LA JUSTICE CLIMATIQUE

La Journée d'Action Mondiale pour la Justice Climatique a eu lieu le 9 décembre et a été l'occasion pour la société civile de se mobiliser malgré le cadre de réglementation très stricte imposé à la COP28. Le collectif COP28 a organisé une marche à l'intérieur de la zone bleue où des centaines de personnes ont défilé pour exiger une justice climatique et un phase out, soit une élimination complète, rapide et juste des énergies fossiles. La mobilisation avait aussi comme revendication la mise en place d'un cessez-le-feu immédiat en Palestine et a permis d'afficher une solidarité internationale pour le peuple Palestinien. À noter que depuis le début de la COP28, les pastèques sont devenues le symbole de la Palestine lors de ces actions pour accommoder les réglementations. Fait rare, certain-e-s participant-e-s ont même réclamé la libération des militant-e-s pro-démocratie emprisonnés dans le pays ainsi qu'en Égypte. Nombreux-ses ont déclaré qu'il ne peut y avoir de justice climatique sans droits humains, rappelant que les droits humains doivent être une préoccupation centrale d'événements comme la COP28.



9 décembre : Journée d'action climatique à la COP28 pour la justice climatique, la sortie des énergies fossiles et un cessez le feu. Crédits [@Marie-Eve Leclerc](#).

Cette journée s'est déroulée dans un contexte où les organisations de la société civile ont récemment exprimé des critiques envers les contraintes et les limites imposées à leur liberté d'expression, de contestation et de mobilisation lors de cette COP. Ces critiques portent notamment sur les changements quotidiens des règles et les décisions arbitraires qui entravent leur action et la pression qu'elles peuvent exercer sur les négociations.

## LETTRE DE L'OPEP: VENT DE PANIQUE CHEZ CES PRODUCTEURS DE PÉTROLE

Le [Guardian](#) a révélé une lettre émanant du secrétaire général de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), adressée en urgence aux treize membres de l'OPEP et aux dix pays associés à l'organisation (OPEP+). La missive, datée du 6 décembre, exhorte ces pays à se solidariser et à "rejeter proactivement" tout accord visant les énergies fossiles. Elle souligne que la perspective d'une élimination progressive des énergies fossiles demeure un sujet de négociation et met en garde contre un point de basculement aux conséquences potentiellement irréversibles. Il est important de rappeler que les pays de l'OPEP, parmi lesquels figurent des acteurs majeurs tels que l'Arabie saoudite, le Nigeria, l'Iran et l'Irak, détiennent 80 % des réserves mondiales de pétrole et ont contribué à environ 40 % de la production mondiale de pétrole au cours de la dernière décennie. Il convient également de noter que les Émirats arabes unis, pays hôte de la COP28, font partie de l'OPEP, tandis que l'Azerbaïdjan, envisagé pour présider la COP29, appartient à l'OPEP+.

Plusieurs dirigeant-e-s internationaux et nombreuses organisations de la société civile ont réagi en condamnant fermement cette position. D'autres ont déclaré que cela illustre un sentiment de panique de la part des pays producteurs d'énergies fossiles. On peut donc analyser cet événement avec une lueur d'espoir et envisager qu'un engagement sur les énergies fossiles est proche et possible.



#DialoguesClimat2023

# LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION HEBDO

10 DÉCEMBRE ET 11 DÉCEMBRE 2023 · NUMÉRO 6 · COP28

## JOURNÉE DE LA NOURRITURE, L'ALIMENTATION ET L'EAU

La journée du 10 décembre était consacrée aux systèmes alimentaires et à l'eau. Plus de 150 pays ont signé la Déclaration des Émirats sur l'agriculture durable et placent donc l'alimentation au premier rang des priorités climatiques lors de la COP28. Cette déclaration vise à aborder les émissions mondiales tout en protégeant la vie et les moyens de subsistance des agriculteur-rices qui vivent en première ligne des changements climatiques. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a identifié 10 domaines prioritaires pour transformer les



Une des nombreuses mobilisations de la société civile ces derniers jours, cette fois sur l'Objectif Mondial d'Adaptation (GGA). Crédits: @andreeannebrazeau

systèmes agroalimentaires et a publié une étude sur la migration en tant qu'adaptation aux changements climatiques dans la région du Proche-Orient et de l'Afrique du Nord, mettant en avant les déplacements contraints des agriculteur-rices dues aux problèmes climatiques et leurs impacts sur la productivité agricole.

Malgré ces engagements forts, les négociations sur le Travail conjoint de Sharm el-Sheik pour l'agriculture et la sécurité alimentaire ont, en parallèle, été difficiles et très lentes. Ce plan ne sera finalement pas établi.

Sur le même thème, un groupe de journalistes d'investigation basés dans le Golfe et Fairsquare a publié Harvesting Disparity : Climate Change, Food and Water Security, and Migrants of the UAE, un rapport critique sur les disparités dans l'accès à une alimentation nutritive et de qualité pour les travailleuse-s migrant-e-s des Émirats arabes unis. Le Guardian a quant à lui rapporté que les lobbyistes des entreprises d'agriculture industrielle et des groupes commerciaux se sont présentés en nombre record à la COP28. Ils seraient deux fois plus qu'en 2022 pour atteindre 340. Ils constatent aussi que beaucoup font partie de la délégation officielle de leur pays ce qui leur donne un accès privilégié aux négociations.



Première rencontre entre la société civile québécoise et le gouvernement du Québec sur l'action du Québec dans les négociations climatiques. Crédits: @andreeannebrazeau

## MAJLIS : UNE AUTRE FORME DE NÉGOCIATIONS

Ce week-end, les négociations ont connu un ralentissement. Bien que des progrès aient été observés à certains égards, de nombreux points demeurent en suspens pour les négociateurs. Face à cette situation, le président de la COP a annoncé la tenue d'un dialogue au format "Majlis" le dimanche après-midi. Il s'agit d'un processus de délibération émirati traditionnel axé sur le débat, la discussion et le partage d'informations. Il invite les ministres et les chefs de délégation à discuter d'une proposition de paquet pour le lundi 11 décembre. À noter que le Canada et les États Unis n'ont pas participé.



10 décembre : Majlis organisés par la présidence de la COP28. Crédits: @hindoujourmar

Il est donc clair qu'il est nécessaire de redoubler d'efforts et de dépasser les zones de confort en ces jours cruciaux. Les Majlis ont été le théâtre de discours

émotionnels de la part de différents ministres et chefs de délégation, certains d'entre eux exprimant leur point de vue avec une voix émue. Cette situation soulève une question intéressante : est-ce les chiffres et les concepts qui impulsent le changement, ou bien est-ce plutôt la dimension sensible et la communication sincère du cœur qui jouent un rôle prépondérant ?

## VERSION DU GST DÉCEVANTE, HISTOIRE À SUIVRE...

La version du Bilan Mondial rédigée et annoncée par la présidence émiratie a été publiée le 11 décembre à 17h UTC et ne mentionne pas d'élimination ("phase-out") des énergies fossiles. Au lieu de cela, le texte appelle à une "réduction" de la consommation et de la production d'énergies fossiles, fixe l'objectif de neutralité carbone pour 2050, ne mentionne pas une réduction du méthane, régresse par rapport à la position sur le charbon énoncée à la COP26, et mentionne les technologies de captage et de stockage du carbone, bien que massivement critiquées. Sur le plan financier, le texte semble davantage explicatif et rappelle différents points plutôt que d'ajouter des éléments ambitieux. Le langage utilisé est faible, reposant sur des suggestions, des encouragements et des options pour un résultat non obligatoire et non contraignant. Il reprend de nombreux points et demandes des pays producteurs et exportateurs de pétrole.

Le texte a été fortement critiqué par des acteurs internationaux tels que l'Union Européenne, l'Alliance des petits pays insulaires, l'Alliance Beyond Oil and Gas, ainsi que par des organisations de la société civile. Harjeet Singh, chef de la stratégie politique mondiale du Climate Action Network (CAN), a déclaré que le texte "représente une régression importante par rapport aux versions précédentes". Malgré l'appel explicite de l'ONU et de son Secrétaire Général en faveur d'une sortie des énergies fossiles, ainsi que la mobilisation très importante des acteurs de la société civile sur place, le texte menace de réduire la COP28 à un échec.

Il reste maintenant 24 heures aux pays pour renverser la situation et faire émerger les engagements et les actions nécessaires pour faire face à la crise climatique.

## TWEET MARQUANTS

- [tweet d'@Andreeanne\\_Brazeau](#): En bref, hier soir, la présidence a fermement appelé les pays à plus de flexibilité et de compromis pour obtenir un texte final mardi à 11h (heure du Golfe) au plus tard. Elle semble déterminée à ce que ça arrive, mais il reste beaucoup de désaccords.
- [tweet de @Julia\\_Levin](#): Hey @s\_guilbeault govts from Marshall Islands to Norway have voiced grave concerns with the #COP28 draft text We've heard nothing from you Will Canada stand with its allies & demand a fair & fast fossil phaseout, without loopholes & with support for dev'ing countries?

## LIENS UTILES

- [Appel à l'action de BOGA](#)
- [Index de la performance du changement climatique \(CCPI\) 2024](#)
- [Réaction des organisations de la société civile sur le texte du GST](#)



#DialoguesClimat2023

# LA COP EN BREF

UN BULLETIN D'INFORMATION HEBDO

12 DÉCEMBRE ET 13 DÉCEMBRE 2023 · NUMÉRO 7 · COP28

## TEXTE FINAL DU BILAN MONDIAL

La [version finale du Bilan Mondial](#) a été adoptée par 200 États après de longues heures d'attente le 13 décembre et alors que la COP devait se terminer à 11h heure du Dubaï le 12 décembre. Il aura fallu 30 ans de négociations pour arriver à un accord portant sur la réduction des énergies fossiles. L'accord final appelle les pays à organiser une transition hors des énergies fossiles pour atteindre neutralité carbone en 2050 et respecter le seuil des +1,5°C à travers 8 avenues suggérées. Les réactions sont mitigées entre un soulagement qu'un accord ait été trouvé mais la déception qu'il ne soit pas plus ambitieux. De nombreuses organisations de la société civile dénoncent les échappatoires, l'absence de mesures sur le méthane et la faiblesse du langage utilisé. L'alliance des petits États insulaires (AOSIS) a notamment exprimé ses réserves et ses inquiétudes après l'adoption d'un texte qu'elle juge insuffisant et à la sortie d'une COP qui a failli à adresser les menaces auxquels font face ces États à cause des changements climatiques. Certaines organisations parlent d'un premier signal aux industries fossiles et d'un tournant qui doit maintenant être suivi de vrais engagements justes sur la finance et d'actions révélant une véritable volonté politique.

En retraçant le parcours des 5 textes, on remarque une baisse d'ambition et d'engagement passant d'une sortie progressive (texte 1), à l'introduction d'une option avec aucune décision (texte 2), à l'allongement du nombre d'options aux engagements plus faibles (texte 3), à un texte non contraignant proposé par la présidence de la COP28 (texte 4) et, enfin, au compromis final qui propose de "s'éloigner des énergies fossiles" sans mentionner de "phase out" à proprement parlé. Le texte aurait été calibré pour éviter un blocage de l'Arabie Saoudite, dont la délégation n'a par ailleurs pas applaudi l'annonce de l'accord lors de la séance plénière.

## TWEET MARQUANTS

- [tweet de @StevenGuilbeault](#): Le texte contient des engagements décisifs en matière d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique et de transition vers l'abandon des combustibles fossiles. Le Canada a joué un rôle de premier plan dans la consolidation de l'accord. La [#COP28](#) a donné le ton pour les prochaines années, alors que nous poursuivons nos efforts pour lutter contre la crise climatique.
- [tweet de @OxfamQuebec](#): «L'objectif manqué de justice pour la majorité du monde. Ceux qui luttent contre la crise climatique ne peuvent se réjouir de cette décevante [#COP28](#). Le résultat final est franchement insuffisant.» Nafkote Dabi, responsable plaidoyer sur le changement climatique [@Oxfam](#).
- [tweet d'@AlexandreShields](#): Après la COP28: Les engagements actuels des États, s'ils sont respectés, conduiraient à une réduction des émissions de GES de 5,3 % d'ici 2030, par rapport à 2019. Pour espérer limiter le réchauffement à 1,5°C, le recul devrait être d'au moins 43% d'ici la fin de la décennie.
- [tweet d'@AOSIS](#): "AOSIS at the beginning of this [#COP28](#) had one objective, to ensure that 1.5 is safeguarded in a meaningful way. Our leaders and Ministers have been clear. We cannot afford to return to our islands with the message that this process has failed us."



Nos représentantes de la société civile québécoise embarquant pour une longue nuit d'attente du Bilan Mondial le 12 décembre. Crédits: [@accayna](#).

## LIENS UTILES

- [Communiqué de CAN-Rac Canada sur le Bilan Mondial](#)
- [Résumé des textes et mesures adoptés lors de la COP28](#)
- [Bilan de la mission du Québec à la COP28](#)
- [Résumé du Bilan Mondial](#)
- [État de chaque texte et sujet](#)

## DES TEXTES NON SIGNÉS ET REPORTÉS...

Malgré deux semaines de négociations intensives, de nombreux enjeux n'ont pas débouché sur des accords: sur les 94 sujets à l'ordre du jour, 63 ont donné lieu à un accord. 12 sujets ont ainsi été statués avec la Règle 16 qui les inscrit à l'ordre du jour de la prochaine COP soit la COP29 qui aura lieu fin 2024 en Azerbaïdjan.

Grande préoccupation, la question de l'adaptation aux changements climatiques, et donc de l'aide technique et financière mise en place pour préparer et soutenir les pays vulnérables, a été reléguée au second plan derrière celle d'une sortie des énergies fossiles. Les sections de l'Objectif mondial d'Adaptation (GGA) portant sur les mesures d'implantation et sur les financements ont été reportées malgré une très forte mobilisation de la société civile et malgré les appels de certain-e-s acteur-trice-s et dirigeant-e-s. Pour rappel, le GGA est conçu pour assurer une réponse d'adaptation adéquate afin de protéger les personnes, les moyens de subsistance et les écosystèmes. Ce dernier a été adopté mais avec un langage jugé faible, décevant et ne permettant pas un suivi sur le long terme des engagements des pays riches. De plus, les contributions au fonds annoncées dès le début de la COP28, notamment celles du fonds des pertes et dommages, sont aussi bien en dessous des financements nécessaires pour une véritable transition et adaptation des pays en développement. Parmi les autres préoccupations de cette COP, on compte notamment le rapport du comité sur l'adaptation et les plans nationaux d'adaptation (NAPs) qui ont été reportés aux intersessionnelles; réunions qui ont pour but de préparer la prochaine COP. Le texte sur le marché du carbone n'a, également, pas été adopté.



Intervention de Licypriya Kangujam, une activiste de 12 ans, lors de la séance plénière le 11 décembre. Crédits: [@LicpriyaK](#).



Action de la société civile: "Yalla!" ("allons-y!" en arabe) pour demander un phase out, des engagements et de l'action. Crédits: [@Greenpeace](#).



Discours de la négociatrice en chef de l'AOSIS et représentante des Samoa, Anne Rasmussen, sur le Bilan Mondial lors de la dernière séance plénière. Elle a été ovationnée suite à ses paroles puissantes et ses observations critiques. Crédits: [@AOSISChair](#).

Il reste donc de nombreux sujets sur la table et de nombreuses réponses à fournir. Les pays vont devoir se pencher sur la question du financement, qui est centrale dans la lutte climatique, tout en produisant un agenda plus précis sur la sortie des énergies fossiles et en préparant des nouveaux engagements en fonction des orientations endossées à Dubaï qui seront à présenter en 2025.



Mobilisation de la société civile et surtout de la jeunesse pour un accord sur la sortie des énergies fossiles et l'adaptation lors de la dernière journée de la COP28. Crédits: [@hindoucoumar](#).



**#DialoguesClimat2023**